



**HAL**  
open science

**ESKOM en 2020. Les trois fronts de l'opérateur public,  
une chronique. Document de travail de l'ANR  
Hybridelec**  
Dubresson Alain

► **To cite this version:**

Dubresson Alain. ESKOM en 2020. Les trois fronts de l'opérateur public, une chronique. Document de travail de l'ANR Hybridelec. 2021. halshs-03125616

**HAL Id: halshs-03125616**

**<https://shs.hal.science/halshs-03125616>**

Preprint submitted on 29 Jan 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **ESKOM EN 2020**

### **Les trois fronts de l'opérateur public, une chronique**

**Document de travail de l'ANR Hybridelec**

**Hybridations électriques : formes émergentes de la transition énergétique  
dans les villes du Sud**

**<https://hybridelec.hypotheses.org>**

**Alain Dubresson – Université Paris Nanterre  
[adubress@parisnanterre.fr](mailto:adubress@parisnanterre.fr)**

**21 janvier 2021**

## Liste des principaux sigles utilisés

ANC : African National Congress  
CFL : Compact Fluorescent Lamp  
COIDA : Compensation for Occupational Injuries and Diseases  
COSATU : Congress of South African Trade Unions  
CSIR : Council for Scientific and Industrial Research  
DMRE : Department of Mineral Resources and Energy  
DoE : Department of Energy  
EAF : Energy Availability Factor  
EFF : Economic Freedom Fighters  
ERA : Electricity Regulation Act  
GEPF : Government Employees Pension Funds  
Gwh : gigawatt/heure  
IPPs : Independant Power Producers  
IRP: Integrated Resource Plan  
ITSMO : Independant Transmission System Market Operator  
ITSO : Independant Transmission System Operator  
JET : Just Energy Transition  
kW : kilowatt  
kWh: kilowatt/heure  
LED : Litght Emitting Diode  
MW : mégawatt  
MWh : mégawatt/heure  
NEC : National Executive Committee (ANC)  
NEDLAC : National Economic Development and Labour Council  
NERSA : National Energy Regulator of South Africa  
NUM (South Africa) : National Union of Miners (South Africa)  
NUMSA : National Union of Metalworkers of South Africa  
PIC : Public Investment Corporation  
PPA : Power Purchase Agreement  
PPA : Power Purchase Agreement  
PV : Photovoltaïque  
RCA : Regulation Cleaning Account  
REI4P : Renewable Energy Independant Power Producer Procurement Programme  
RFI : Request for Information  
RFP : Request for Proposal  
SALGA : South African Local Government Association  
SOEs : State-Owned Enterprises  
SONA : State of the Nation Address  
SSEG : Small Scale Embedded Generation  
Twh : terawatt/heure  
UIF : Unemployment Insurance Fund

**Eskom en 2020. Les trois fronts de l'opérateur public, une chronique**  
**Document de travail de l'ANR Hybridelec**

Alain Dubresson  
Université Paris Nanterre  
21 janvier 2021

Ce document de travail du programme sud-africain de l'ANR Hybridelec (<https://hybridelec.hypotheses.org>) prolonge celui consacré à l'évolution d'Eskom en 2019<sup>1</sup>. Il propose une chronique des trois grands fronts ayant caractérisé l'année 2020 : défaillance technique non surmontée de l'opérateur public et recul de son monopole de production d'énergie électrique ; resserrement de l'étau financier et épineux problème du traitement de la dette ; lancement de la première phase de sa dé-intégration avec des mesures d'autonomisation progressive du secteur de la transmission qui préparent une séparation prévue en décembre 2021, ainsi que la création d'une nouvelle entreprise publique, ITSMO, dont les conséquences seront considérables sur l'architecture du secteur électrique. De la concomitance de ces trois fronts et de leur évolution à l'échelle de l'opérateur national dépendent en partie, à l'échelle locale, d'une part, la place et la fonction qui seront réservées aux municipalités dans le nouveau paysage électrique en gestation et, d'autre part, le maintien - sous sa forme actuelle ou sous une variante hybride - ou la disparition de leur modèle redistributif, question centrale du travail en cours dans la province du Western Cape (Jaglin et Dubresson, 2020).

Par ailleurs, à la suite de l'enquête sur Eskom (Eskom enquiry) menée du 17 octobre 2017 à la fin mars 2018 par la commission parlementaire sur les entreprises publiques - Parliamentary Portfolio Committee on Public Enterprises - (sur l'analyse détaillée des cas de corruption, voir Godinho et Hermanus, 2018), la commission Zondo<sup>2</sup> a poursuivi en 2020 les auditions de nombreux responsables d'Eskom, anciens en nouveaux. De leur côté, experts et chercheurs ont continué à scruter et à analyser le double naufrage technique et financier d'Eskom (voir en particulier : Ndlovu, 2020 ; Wright et Calitz, 2020a et 2020b).

2020 a été la pire des années en termes de pertes liées aux coupures tournantes pratiquées par Eskom pour éviter le désastre, une rupture totale du réseau électrique national. Après la calamiteuse année 2019 (530 heures de coupures tournantes, 1 352 GWh perdus, entre R60 et R118 milliards<sup>3</sup> de pertes estimées pour l'économie fin 2019,

---

<sup>1</sup> Dubresson A., *Eskom en 2019 : 'too big to fail or to support' ? Un modèle intégré en phase terminale: une chronique. Document de travail de l'ANR Hybridelec. 2019*, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02390654>

<sup>2</sup> La "Zondo Commission", désignée ainsi en raison du nom de son président, le juge Raymond Zondo, a été nommée par le président sud-africain Cyril Ramaphosa pour enquêter sur la capture de l'État sous la présidence Zuma. En raison de la pandémie de Covid-19, la date de remise du rapport final a été repoussée à mars 2021.

<sup>3</sup> R : rand. En 2020, en moyenne, de janvier à juin, 1 rand = 0,06€ ; de juillet à décembre 1 rand = 0,05€.

finalement R120 milliards selon Eskom, et une baisse de 0,5% du PIB due aux défaillances de l'opérateur électrique public dans un contexte de récession antérieure), 2020 commence par une nouvelle coupure tournante de niveau 6 (- 6 000 MW). Au début août, selon le CSIR, on compte déjà 661 heures de coupures et 1 383 GWh perdus, soit plus que durant toute l'année 2019 ; la situation empire alors que la pandémie de Covid-19, les mesures graduées de confinement et leurs conséquences économiques et sociales ont provoqué une baisse de la consommation électrique nationale. Les 29 et 30 décembre, en pleine saison estivale, l'année s'achève par de nouvelles coupures tournantes et le déficit de production consécutif aux opérations de maintenance prévues et imprévues atteint 20 821 MW, à peu près autant qu'au début janvier.

Les défaillances et l'incapacité d'Eskom à garantir la sécurité électrique nationale (les fermes éoliennes et solaires privées du grand programme REI4P ont procuré le quart des pics de demande lors des coupures tournantes du premier semestre) ont contraint le gouvernement sud-africain : (i) à lancer, dans l'urgence, deux programmes de mobilisation des producteurs privés, 13 813 MW au total; (ii) à assouplir partiellement les dispositifs réglementaires encadrant la production d'énergie électrique; (iii) à tenter de régler l'épineux problème de la dette d'Eskom, qui plombe les finances publiques et menace de plus en plus la crédibilité financière de l'État; (iv) à entreprendre la restructuration d'Eskom, longtemps contestée au sein de l'ANC depuis l'élaboration de ses modalités et du calendrier jusqu'au tournant politique pris par le parti majoritaire quant au devenir de l'ensemble des entreprises publiques dont l'état financier est de plus en plus préoccupant.

Les deux premiers points, en particulier le second qui concerne directement les productions d'énergies renouvelables intra municipales, donc les conditions et modalités d'hybridation dans les espaces urbanisés, les réactions des municipalités et la mise en question de leur modèle électrique<sup>4</sup>, seront traités dans un autre document de travail.

## **I. 2020 : quand la débâcle technique d'Eskom avive les luttes politiques internes à l'ANC**

**4 janvier.** Depuis la coupure tournante de niveau 6 (- 6 000 MW) pratiquée le 9 décembre 2019 et la multiplication des coupures durant les vacances estivales, la capacité de production d'Eskom est toujours aussi réduite : en raison d'arrêts imprévus, totaux ou partiels de centrales, 16 000 MW font défaut, qui s'ajoutent à la maintenance programmée. Le porte-parole d'Eskom annonce qu'Andre de Ruyter prendra ses fonctions de directeur exécutif plus tôt que prévu, le lundi 6 janvier. Eskom n'a plus de directeur exécutif depuis la démission, en juillet 2019, de Phakamani Hadebe, l'interim étant assuré par Jabu Mabuza, chairman du board<sup>5</sup>.

**6 janvier.** Jan Oberholzer (Eskom COO - Chief Operational Officer) annonce qu'Eskom réfléchit à un plan de maintenance qui laisserait un déficit de 5 000 MW durant deux ans, à combler par des producteurs privés (IPPs), en attendant que soient réglés les problèmes des deux méga centrales de Medupi et de Kusile, ce qui permettrait de se concentrer les efforts

<sup>4</sup> Voir Jaglin S., Dubresson A., 2020, *Petites installations PV et revenus municipaux dans les villes du Western Cape. Hybridation et mise en question d'un modèle redistributif*, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02900207>

<sup>5</sup> 'Early start to tough Eskom job for new CEO Andre de Ruyter', *Business Report*, 4 January 2020, <https://www.iol.co.za/news/politics/early-start-to-tough-eskom-job-for-new-ceo-andre-de-ruyter-40032148>

sur une maintenance efficace de 18 000 MW. Il affirme qu'Eskom est en mesure de garantir au moins 25 000 MW constants : *“I believe Eskom needs to be bold and say truthfully to the public of South Africa that we have 25 000 MW 24/7, 365 days a year and then take whatever buffer we have and maintain our units. If it’s time for a 12-year general overhaul, or a nine-year general overhaul, or a midlife refurbishment, or routine maintenance we take the unit off and we maintain it properly. If it’s a 60-day, a 75-day or a 90-day outage that’s what we do and we replace whatever we need to”*<sup>6</sup>. Remarquons toutefois que même avec 30 000 MW (25 000 MW d'Eskom et 5 000 MW provenant de IPPs), la demande d'été n'est pas - ou à peine - satisfaite et encore moins le pic hivernal.

**8 janvier.** Après les mises en cause, au sein de l'ANC et dans les oppositions politiques, de la responsabilité de Pravin Gordhan, ministre des Entreprises publiques, dans la crise d'Eskom, Gwede Mantashe, ministre des Mines et de l'Énergie (qui est aussi chairman de l'ANC), est à son tour accusé de freiner volontairement les efforts destinés à accroître rapidement la capacité productive nationale. Il lui ainsi est reproché de ralentir la mise en oeuvre des 27 projets REI4P agréés en 2018, de ne rien faire pour débloquer la réglementation concernant les SSEG dont la puissance va 1 MW à 10 MW et de protéger les 87 000 mineurs de charbon, dont beaucoup sont membres de la NUM (National Union of Mineworkers - South Africa)... que Gwede Mantashe a présidé de 1998 à 2006. *“He is a calculating man. The reason he is where he is is because he comes with the unions,” said Ralph Mathekga, an analyst and author of books on South African politics. “He manages to restrain Ramaphosa in the interest of his old traditional allies”*.<sup>7</sup> De plus, les projets REI4P résultent d'investissements privés et toute montée en puissance est une menace pour Eskom et ses 46 000 emplois. *Mantashe “does not believe in privatisation,” Mathekga said. “He is a trade unionist at heart.”* Il a ainsi, exemple parmi d'autres, refusé d'agréer un projet d'équipement solaire (450 MW) proposé par Sibanye Gold. Or, dans les jeux politiques internes à l'ANC et lors de la préparation de la dernière élection présidentielle, Gwede Mantashe a été l'un des plus importants alliés objectifs de Cyril Ramaphosa, lui même ancien président du syndicat des mineurs ; cependant, dans les conditions actuelles d'équilibre instable et fragile entre dirigeants de l'ANC, il lui est impossible de se séparer de Gwede Mantashe. *“If you replace him, the unions will overrun Ramaphosa,” said Mathekga. “If you retain Mantashe you say you are happy with this moderated approach,” and that the unions’ interests are paramount, he said*<sup>8</sup>.

**9 janvier.** Le deputy president, David Mabuza, déclare devant les militants ANC de la branche du Northern Cape que le président Cyril Ramaphosa a été induit en erreur par le chairman d'Eskom et le ministre des Entreprises publiques, Pravin Gordhan, lesquels l'avaient assuré qu'il n'y aurait aucune coupure tournante durant les vacances d'été et

---

<sup>6</sup> 'Eskom mulls new maintenance strategy that would leave 5 000 MW gap for two years', *Engineering News*, 6 January 2020

[http://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-mulls-new-maintenance-strategy-that-would-leave-5-000-mw-gap-for-up-to-two-years-2020-01-06/rep\\_id:4136](http://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-mulls-new-maintenance-strategy-that-would-leave-5-000-mw-gap-for-up-to-two-years-2020-01-06/rep_id:4136)

<sup>7</sup> Sguazzin A., Burkhard P., 'Gwede Mantashe accused of hindering efforts to tackle SA's electricity crisis', *Fin24*, Jan 08 2020, <https://www.fin24.com/Economy/Eskom/gwede-mantashe-accused-of-hindering-efforts-to-tackle-sas-electricity-crisis-20200108>

<sup>8</sup> *Id.*

jusqu'au 13 janvier<sup>9</sup>. À la veille de la célébration de l'anniversaire de la création de l'ANC (11 janvier), des voix s'élèvent pour demander une enquête sur la responsabilité de Pravin Gordhan dans la débâcle d'Eskom<sup>10</sup>. La bataille politique interne à l'ANC, via Eskom, s'intensifie.

**10 janvier.** La présidence annonce la démission de Jabu Mabuza, nommé chairman du board en janvier 2018, première mesure d'une reconfiguration à la tête d'Eskom. Le même jour, le COSATU demande la démission de Pravin Gordhan en raison de son incapacité à résoudre les problèmes d'Eskom et plus généralement des entreprises publiques (SOEs).

**13 janvier.** NUMSA demande la démission de tous les membres du board<sup>11</sup> en les accusant d'avoir présenté, en décembre, un faux rapport au président Cyril Ramaphosa. Le syndicat apporte son soutien au COSATU<sup>12</sup>, qui conteste aussi les dirigeants d'Eskom.

**14 janvier.** Une coalition hétéroclite aux objectifs différents, composée de EFF (Economic Freedom Fighters), NUMSA, COSATU et ANC's Women Ligue demande la démission de Pravin Ghordan. Pour nombre d'observateurs, au-delà du cas Ghordan, il s'agit en réalité de transférer la tutelle d'Eskom au ministère des Mines et de l'Energie, de soustraire également l'opérateur public à la pression de Tito Mboweni, ministre des Finances jugé trop libéral et partisan d'une dé-intégration rapide d'Eskom, voire de la privatisation de tout ou partie des centrales thermiques, et enfin de protéger le lobby NUMSA. L'une des conséquences est l'exacerbation de l'opposition entre deux ministres, celui des Entreprises publiques et celui des Mines et de l'Energie, tous deux alliés majeurs du président Cyril Ramaphosa au sein de l'ANC. *"There will be some who see this as a titanic clash between two of Ramaphosa's most important allies, Gordhan and Mantashe. Certainly, it would be a battle royale between them; both played key roles in the fight to get Jacob Zuma out of the presidency. It could also be argued that the political nous of both of them was required to do that. To now see these two architects of Zuma's defeat battle each other would be a political spectacle for the ages. Except that the entire country of South Africa is suffering in this battle". In the end, it would seem likely that Mantashe would win simply because he has a stronger constituency than Gordhan (even though Gordhan was able to beat Zuma almost without a specific constituency at all)*<sup>13</sup>.

---

<sup>9</sup> 'Jabu Mabuza resigns from Eskom board', *Business Report*, 10 January 2020

<https://www.iol.co.za/news/politics/jabu-mabuza-resigns-from-eskom-board-40376573>

<sup>10</sup> 'Pravin Gordhan must be investigated for Eskom's load shedding debacle', *Business Report*, 9 January 2020

<https://www.iol.co.za/news/politics/pravin-gordhan-must-be-investigated-for-eskoms-load-shedding-debacle-40327094>

<https://www.iol.co.za/news/politics/pravin-gordhan-must-be-investigated-for-eskoms-load-shedding-debacle-40327094>

<sup>11</sup> 'NUM calls for Eskom's board to be disbanded', *Engineering News*, 13th January 2020  
<http://www.engineeringnews.co.za/article/num-calls-for-eskoms-board-to-be-disbanded-2020-01->

<sup>12</sup> NUMSA a été expulsé du COSATU en 2014.

<sup>13</sup> Grootes S., 'As battle for Eskom goes nuclear, Pravin Gordhan is once again the target', *Daily Maverick*, 14 January 2020

**15 janvier.** Le professeur Malegapuru Makgoba est nommé chairman intérimaire. *"Professor Makgoba is a leading scientist and academic who joined the Eskom board as a non-executive director in 2018. He is the independent lead director," said government communications (GCIS) on behalf of the Department of Public Enterprise on Wednesday night*<sup>14</sup>. Cette nomination traduit la volonté de Cyril Ramaphosa de constituer un board mixte associant des ingénieurs et des gestionnaires compétents en termes de gouvernance d'entreprise.

**16 janvier.** La presse rapporte la décision de Cyril Ramaphosa de ne pas se rendre au sommet annuel de Davos afin de pouvoir assister à la réunion hebdomadaire du comité exécutif national de l'ANC (NEC, National Executive Committee) durant laquelle les problèmes d'Eskom, le cas Gordhan mais aussi les propos tenus par Tito Mboweni sur la nécessité de réformes urgentes de libéralisation économique sous peine de voir le pays être de nouveau dégradé par les agences internationales, doivent être discutés. D'une part, il ne veut pas que cette réunion soit présidée par son deputy president, David Mabuza, qui a déjà pris position contre Gordhan, et, d'autre part, il aurait pris conscience de la précarité croissante de sa position personnelle face à ses adversaires (et même ennemis) déclarés au sein du parti.

*"Two of the country's prominent political analysts, Ralph Mathekga and Xolani Dube of Durban based Xubera Institute, agree that Ramaphosa is ditching Davos in order to close the space for his critics and enemies within the ANC. According to Dube, one of the reasons Ramaphosa decided to stay behind was that he wanted to ensure that he chairs this coming Monday's weekly meeting of the ruling ANC. This is the same meeting that is expected to discuss the crisis faced by Eskom and another issue that is likely to pop up is the growing calls for Public Enterprises Minister, Pravin Gordhan, to step or be fired by Ramaphosa. It is the same meeting that is going to also get caught in the storm created by Mboweni by saying it was "a wrong resolution" for the ANC's 2017 Nasrec conference to resolve that the Reserve Bank should be nationalised. Dube said Ramaphosa doesn't want those issues to be discussed in a meeting chaired by his party and country deputy, David Mabuza. Mabuza has already thrown Gordhan under the bus by revealing that together with the board of Eskom, he (Gordhan) misled Ramaphosa regarding the time frames of halting load shedding and regarding the real problems in the state-owned power company. "He is seemingly aware that he is under siege and he wants to monitor these ANC's Monday meetings... where the ANC meets each and every Monday... He cannot leave behind power to someone that he is no longer trusting, he is not trusting DD anymore. So why should he leave knowing that there is this fresh tug of war between him and DD," Dube said, adding that Ramaphosa has become "a fire extinguisher for his own power." Dube added that Ramaphosa is also more concerned with the economic crisis of the country and he wants to be seen as someone whose hands are on deck instead of being seen as another globetrotting African leader. Mathekga agreed with Dube, saying Ramaphosa has come to realise that his presidency is in a "precarious and shaky" position. He said it was also good for Ramaphosa to stay behind and face the challenges of the country. On the other hand, Mathekga said, Ramaphosa does not want to*

---

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-01-14-as-battle-for-eskom-goes-nuclear-pravin-gordhan-is-once-again-the-target/>

<sup>14</sup> 'Professor Malegapuru Makgoba appointed Eskom interim chair', *Business Report*, 15 January 2020

<https://www.iol.co.za/news/politics/professor-malegapuru-makgoba-appointed-eskom-interim-chair-40645808>



*give space to a calculating man like Mabuza who has shown that he likes to show leadership in times of crisis in the country*<sup>15</sup>.

**16 janvier.** Deux syndicats, NUM et NUMSA, annoncent qu'ils ont tenu le mercredi 15 janvier la promesse faite en décembre 2019 de manifester devant les bureaux du nouveau directeur exécutif, Andre de Ruyter, et de déposer un mémorandum pour lui demander de ne pas engager le plan de dé-intégration d'Eskom. La porte parole de NUMSA, Phakamile Hlubi-Majola, demande également l'arrêt de tous les contrats avec les IPPs et la démission de Pravin Gordhan. Dans un communiqué, Eskom affirme qu'il y a bien eu un piquet organisé devant ses locaux mais qu'aucun mémorandum n'a été déposé.

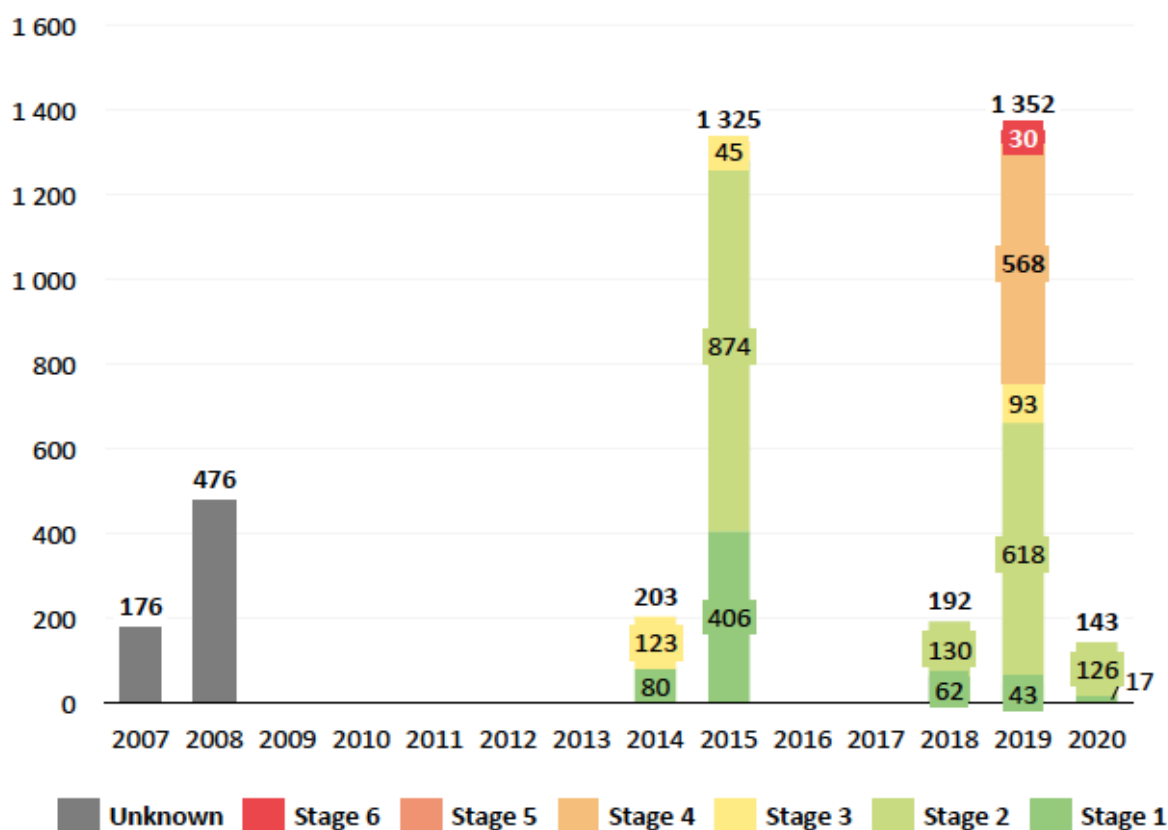
**21-22 janvier.** À l'issue de la réunion du NEC et du forum de l'ANC organisé tous les 6 mois (ANC's lekgotla), Cyril Ramaphosa, qui ne s'est pas rendu au sommet de Davos, l'emporte finalement sur ses opposants : Eskom n'est pas transféré au Ministère des Mines et de l'Energie, le ministère des Entreprises publiques n'est pas démantelé et Pravin Ghordan reste à sa tête.

Le même jour est rendu public un rapport du CSIR (Wright et Calitz, 2020a) qui fait un état des lieux des pertes subies en raison des coupures tournantes et évalue le déficit de production qu'il faut combler pour satisfaire la demande minimale. En 2019, les 530 heures de coupures ont privé les consommateurs de 1 353 GWh, occasionné entre R60 et R118 milliards de pertes pour l'économie, provoqué une baisse de 0,5% du PIB dans un contexte de croissance anémiée et entraîné des arrêts d'activité assortis de nombreux licenciements dans les mines, mais aussi dans d'autres secteurs dont les télécommunications. De 2007 à 2020, les 7 années de coupures prolongées et répétées auraient provoqué une perte de R169 à R338 milliards. Jarrad Wright and Joanne Calitz, tous deux ingénieurs, estiment que la fiabilité d'Eskom n'a jamais été aussi faible depuis sa création et mettent en cause la médiocre qualité du charbon livré, la vétusté du parc de centrales, 40 ans de moyenne d'âge en 2019, ainsi que la déficience de maintenance des centrales, dont le résultat est une diminution constante de la capacité réelle de production d'Eskom. L'EAF (Energy availability factor), qui était de 94% en 2001, n'a été que de 67 % en 2019, un triste record, avec dans les semaines 50 et 51 des EAF à 59,7% et 58%.

---

<sup>15</sup> 'Mavuso S., 'Is Ramaphosa skipping Davos to try and avert a looming palace coup?', *Business Report*, 16 January 2020  
<https://www.iol.co.za/news/politics/is-ramaphosa-skipping-davos-to-try-and-avert-a-looming-palace-coup-40689510>

## Load shed [GWh]



Source : Wright et Calitz, 2020a

Les deux ingénieurs discutent les prévisions du Ministère de mines et de l'énergie et de l'IRP2019, selon lesquelles le nombre et le volume des coupures devraient diminuer jusqu'en 2025. Leurs projections font état du contraire : le déficit passerait de 1 700 GWh en 2020, à 2 900 GWh en 2021 et à 4 500 GWh en 2022. On est ainsi bien au-delà des prévisions faites par Eskom en novembre 2019 ainsi que des données fournies par le ministère des Ressources minérales et de l'énergie un mois plus tard. En valeur nominale du rand, les pertes sont estimées à R87,50 par kWh, soit R149 milliards en 2020, R254 milliards en 2021 et R394 milliards en 2022. Les auteurs estiment qu'en 2025, il faudra combler un déficit de 18 250 MW. Ils appellent donc à accroître au plus vite les capacités de production en libérant rapidement les petits producteurs (de 1 MW à 10 MW ou plus) des contraintes bureaucratiques, en autorisant les municipalités à se procurer de l'électricité auprès d'IPPs avec des contrats d'achat (PPA), en activant immédiatement le plan d'urgence du DMRE et en y ajoutant 12 150 MW, enfin en faisant fonctionner plus efficacement les deux mega centrales de Medupi et de Kusile.

Dans deux interviews à la presse, Andre de Ruyters précise quelques unes de ses intentions, qui seront exposées plus en détail à la fin janvier au board d'Eskom. D'abord, revenir à une politique active de réduction de la consommation électrique (demand side management), dont la sobriété avec une diffusion massive de CFL et de LED facilitée par des subventions, mais sans toutefois relancer le programme national de chauffe-eau solaires, qui a été arrêté en 2015. "We look at it on a cents-per-kilowatt hour basis, and if you look for example at something like rolling out compact fluorescent lights to replace incandescent

*bulbs, it's a very low-cost intervention relative to the benefit that you get*<sup>16</sup>. Ensuite, modifier la stratégie de maintenance des centrales et restaurer la stabilité du système. La situation désastreuse, entre 10 000 MW et 15 000 MW de déficit imprévu et 67% d'EAF en 2019, oblige à recourir aux centrales à gaz, dites de secours, dont le coût d'exploitation est très élevé, environ R6 milliards par an. Sur la restructuration, Andre de Ruyter se montre prudent : *“Moving precipitously to legal unbundling comes with risks. These risks include various tax events; you may trigger capital gains tax or forgo some accumulated tax losses. You may also run into labour-relations difficulties if you start transferring people between different legal entities. You may create great discomfort among your lenders in terms of the asset base against which they are lending you money, and so forth*<sup>17</sup>”. Il est cependant conforté par la prise de position officielle de l'ANC à propos de l'avenir des SOEs, le comité national exécutif ayant réaffirmé la résolution prise lors de la 54ème conférence nationale sur la liberté de mouvement laissés aux directeurs exécutifs de ces entreprises : pas d'interférences politiques dans la gestion sauf en cas de possible faillite.

**23 janvier.** L'ANC confirme son véritable tournant politique à propos des SOEs et de leur restructuration. Alors que l'idée d'appel au - et de participation du - secteur privé avait toujours été écartée, elle semble désormais acceptée ou plutôt devenue acceptable. Ace Magashule, secrétaire général de l'ANC, déclare ainsi : *“Furthermore, SOEs need to be stabilised and restructured to be able to effectively contribute towards economic growth and transformation and the process of rooting out corruption must continue so that the state structures and SOEs serve the people. It is also agreed that strategic partners must be engaged on SOEs*<sup>18</sup>”.

Le même jour, le ministère des Finances et les banques, Standard Bank, Absa, Nedbank et Rand Merchant Bank, encore très réservées, sont en discussion pour accorder à Eskom un nouveau prêt de R15 milliards, garanti par le gouvernement.

**28 janvier.** Andre de Ruyter souligne que de nombreuses entreprises souhaitent produire leur propre énergie électrique, ou le font déjà, et également revendre leurs surplus, mais il estime que la connexion et le transport des surplus coûterait R18 milliards qu'Eskom n'a pas les moyens de financer. Il souligne aussi que l'apport d'entreprises privées permettrait de soulager Eskom à court terme et de se concentrer sur la maintenance et, à plus long terme, de se substituer à la production des centrales à charbon qui doivent être fermées<sup>19</sup>.

---

<sup>16</sup> 'EXCLUSIVE: New Eskom CEO says 'significant changes' are coming – which may include subsidised lightbulbs', *Business Insider SA*, January 21, 2020

<https://www.businessinsider.co.za/de-ruyter-subsidies-for-energy-efficient-lightbulbs-could-be-coming-2020-1>

<sup>17</sup> 'Significantly enhanced' shareholder scrutiny to be expected, Eskom's De Ruyter says', *Engineering News*, 22 January 2020

[http://www.engineeringnews.co.za/article/significantly-enhanced-shareholder-scrutiny-to-be-expected-eskoms-de-ruyter-says-2020-01-22/rep\\_id:4136](http://www.engineeringnews.co.za/article/significantly-enhanced-shareholder-scrutiny-to-be-expected-eskoms-de-ruyter-says-2020-01-22/rep_id:4136)

<sup>18</sup> 'ANC gives go-ahead to salvage ailing SOEs', *Business Report*, 23 January 2020

<https://www.iol.co.za/news/politics/anc-gives-go-ahead-to-salvage-ailing-soes-41151164>

<sup>19</sup> 'Eskom CEO says entry of IPPs onto grid to cost R18 billion', *Fin24*, 28 January 2020

<https://www.fin24.com/Economy/Eskom/eskom-ceo-says-entry-of-ipp-s-onto-grid-to-cost-r18-billion-20200128>

Le Minerals Council, qui représente les plus grandes firmes minières, demande au ministre DMRE d'approuver des projets d'installation d'une capacité nouvelle de 609 MW, essentiellement solaire, destinée à l'autoconsommation et qui peut être mise en production dans un délai de 9 à 12 mois. Sont concernés : Sibanye (qui a déjà obtenu une autorisation pour 50 MW) : PV 200 MW ; Anglo American Platinum : PV 75 MW ; Gold Fields : diesel 23 MW ; Exxaro PV : 3 MW ; Orion : PV 38 MW ; Vedanta : PV 200 MW ; Harmony : PV 30 MW<sup>20</sup>.

**30 janvier.** Eskom annonce une reprise des coupures de niveau 2 du jeudi 21h au vendredi 6h, le déficit lié à la maintenance non programmée ayant atteint 12 683 MW (les coupures sont nécessaires au-delà de 9 500 MW perdus), la production issue du stockage-pompage et des centrales à gaz devant être arrêtés temporairement (opérations de recharge en eau des barrages et de réapprovisionnement en gaz des centrales).

**31 janvier.** Eskom annonce qu'une coupure de niveau 2 sera effectuée du 31 janvier à 9h au lundi 3 février à 6h. Après plusieurs déclarations de Tito Mboweni sur un possible recours au nucléaire en cas de prolongation de coupures mettant en danger la croissance économique, Eskom clarifie sa position et fait part de son intérêt pour une relance de petits réacteurs fondés sur la filière graphite-gaz, abandonnée en Afrique du Sud en 2010 mais dont les équipements ont toujours été l'objet d'une maintenance. Un appel d'offres dit "d'expression d'intérêt" a été lancé pour tester les réactions à l'hypothèse de relance commerciale de la filière<sup>21</sup>.

**2 février.** Eskom annonce que la coupure de niveau 2 se poursuivra jusqu'au jeudi 6, avec un répit entre 6h et 9h.

**13 février.** Dans le SONA 2020<sup>22</sup>, Cyril Ramaphosa met la question électrique au premier rang de son discours : *'For over a decade, South Africans have had to contend with the effects of a constrained energy supply'... 'The load shedding of the last few months has had a debilitating effect on our country'*.

Le président sud-africain annonce 6 mesures d'urgence à appliquer "hors Eskom" et parallèles à l'effort de rétablissement de la capacité d'Eskom, basé sur le nouveau plan de maintenance (lequel conduit aussi à d'inévitables coupures tournantes jusqu'à l'entrée en production des nouvelles capacités).

- L'activation imminente de la Section 34 Ministerial Determination de l'ERA, qui permet de rendre opérationnel l'IRP2019 en autorisant des IPPs à ajouter rapidement des capacités de production diversifiées, énergies renouvelables, gaz naturel, hydroélectricité, stockage dans des batteries et charbon

---

<sup>20</sup> Sguazzin A., Burkhardt P., 'South African miners ready to help plug part of power deficit', *Business Report*, 28 January 2020

<https://www.iol.co.za/business-report/economy/south-african-miners-ready-to-help-plug-part-of-power-deficit-41575051>

<sup>21</sup> Cronje J, 'Eskom says it is looking to 'dispose' of company behind Pebble Bed Modular Reactor' *Fin24*, Jan 31 January 2020

<https://www.fin24.com/Economy/eskom-says-it-is-looking-to-dispose-of-company-behind-pebble-bed-modular-reactor-20200131>

<sup>22</sup> <https://www.gov.za/SONA2020>

- Le lancement d'une opération d'urgence pour les IPPs capables de créer une nouvelle capacité productive et de se connecter au réseau national dans les 12 mois à venir
  - L'accélération des opérations d'enregistrement, par NERSA, des SSEG "own use" (autoconsommation) < 1 MW et qui n'ont plus besoin de permis d'exploitation
  - Le traitement par NERSA en 120 jours maximum de tous les projets IPPs > 1 MW et qui nécessitent l'obtention d'un permis d'exploitation, sans limite de puissance
  - Le lancement de l'appel d'offre n° 5 (grands projets) du REI4P et l'ouverture de discussions avec les sélectionnés de l'appel d'offre n° 4 pour accélérer l'achèvement de leurs projets et la mise en service commercial
  - Une négociation avec les actuels propriétaires des fermes solaires et éoliennes du REI4P visant à accroître leurs capacités de production
  - L'adoption de mesures permettant aux municipalités d'acheter directement de l'électricité à des IPPs

Des experts sud-africains soulignent cependant l'absence de propos relatifs au transport d'électricité (wheeling) permettant aux IPPs d'alimenter mines et industries (nouvelles lignes ou renforcement des lignes HT et MT existantes). Ils rappellent également qu'une opération d'urgence a déjà été engagée par le DMRE avec un RFI (Request for Information) portant sur 3 000 MW, la date butoir des réponses étant fixée au 31 janvier. Des centaines de réponses ont été obtenues et sont en cours de traitement, mais aucune information n'a été fournie à ce sujet dans le discours présidentiel.

**16 février.** Mark Swilling publie un article analysant la situation dramatique d'Eskom<sup>23</sup>.

**6 mars.** Eskom annonce que des coupures de niveau 8 (- 8 000 MW) ne sont pas impossibles à partir de juin 2021 si le financement de son plan de maintenance (rétablissement d'un EAF normal en deux ans) n'est pas très rapidement assuré<sup>24</sup>. L'opérateur public précise que les centrales à charbon de Kendal, Duvha et Tutuka (11 370 MW au total) sont particulièrement concernées. Il précise également que la consommation nationale, en diminution, fluctue entre 25 000 MW et 35 000 MW selon la saison. De nouvelles modalités de coupure sont suggérées, surtout en hiver de juin à fin août, et des coupures prioritaires devraient être pratiquées là où le paiement est notoirement déficient, comme à Soweto (où 133 236 abonnés ont R16,9 milliards d'arriérés de paiement), proposition politiquement explosive.

**12 mars.** Eskom affirme que les coupures pourraient durer indéfiniment compte tenu des contraintes techniques de maintenance.

**18 mars.** Eskom annonce que les coupures ont coûté R120 milliards de pertes à l'économie nationale en 2019

---

<sup>23</sup> Swilling M., 'Eskom is in a death spiral, so it's time to change the energy ballgame', *Daily Maverick*, 18 February 2020

<https://www.dailymaverick.co.za/opinionista/2020-02-18-eskom-is-in-a-death-spiral-so-its-time-to-change-the-energy-ballgame/>

<sup>24</sup> Sguazzin A., Vecchiato P., 'Eskom warns of 8 000 MW power cuts if maintenance delayed', *Fin24*, 06 March 2020

<https://www.fin24.com/Economy/Eskom/eskom-warns-of-8-0000-mw-power-cuts-if-maintenance-delayed-20200306>

**25 mars.** Eskom annonce que la demande a chuté de 6 000 MW à la veille de la période de confinement national de 21 jours, décidé le 23 mars par Cyril Ramaphosa, à partir du jeudi 26 mars minuit jusqu'au jeudi 16 avril minuit, et s'attend à une diminution plus forte durant cette période. En conséquence, des centrales sont mises en veille.

**27 mars.** Les 21 jours de confinement commencent ; Eskom enregistre une baisse de demande de 6 000 MW et stoppe les opérations de maintenance à long terme<sup>25</sup>.

**28 mars.** Eskom annonce une diminution de la demande totale de 7 500 MW depuis le début du confinement national.

**30 mars.** Eskom entend profiter des trois semaines de confinement et de la réduction de la demande pour effectuer la maintenance indispensable figurant dans son plan 2020<sup>26</sup>.

**31 mars.** Eskom suspend ses achats aux fermes éoliennes en raison de la baisse de la demande, sa capacité propre étant devenue suffisante<sup>27</sup>.

**1er avril.** Sikhonathi Mantshantsha, porte parole d'Eskom, met l'accent sur l'amélioration de la maintenance programmée, des opérations les plus urgentes, mais il souligne que le plan de maintenance à long terme est suspendu durant les 21 jours de confinement, ce qui retarde le rétablissement de la capacité réelle de production et ne lève pas la menace de coupures. Il parle d'opportunité perdue<sup>28</sup>.

**2 avril.** Eskom annonce que la maintenance programmée a atteint 9 032 MW et que la maintenance imprévue a été réduite à 8 572 MW. L'unité 2 de la centrale nucléaire de Koeberg, en maintenance, sera opérationnelle le 30 avril au plus tard. Concernant les fermes éoliennes, Eskom précise que la production perdue sera financièrement compensée et qu'elles seront de nouveau sollicitées à la fin du confinement<sup>29</sup>.

**5 avril.** Les diverses estimations des conséquences économiques de la pandémie (recul du PIB de 4,5% de 2019 à 2020 pour la First National Bank, baisse de - 23,5% au deuxième trimestre 2020 par rapport au premier trimestre selon la banque ABSA, pertes d'emplois

---

<sup>25</sup> 'Eskom postpones 'philosophy maintenance' as it shuts units in response to drop in demand', *Engineering News*, 27th March 2020

<https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-postpones-philosophy-maintenance-as-it-shuts-units-in-response-to-drop-in-demand-2020-03-27>

<sup>26</sup> 'A breather for Eskom: Critical repairs being done during lockdown as demand plummets', *Fin24*, 30 March 2020

<https://www.fin24.com/Economy/a-breather-for-eskom-critical-repairs-being-done-during-lockdown-as-demand-plummets-20200330>

<sup>27</sup> 'Eskom halts energy supply from wind producers as demand falls', *Fin24*, 31 March 2020

<https://www.fin24.com/Economy/Eskom/just-in-eskom-halts-energy-supply-from-wind-producers-20200331>

<sup>28</sup> 'Lockdown | Eskom lost a maintenance opportunity, utility admits', *Fin24*, 1 April 2020

<https://www.fin24.com/Economy/Eskom/lockdown-eskom-lost-a-maintenance-opportunity-utility-admits-20200401>

<sup>29</sup> 'Eskom doubles maintenance as demand for electricity drops', *Business Report*, 2 April 2020

<https://www.iol.co.za/news/south-africa/western-cape/eskom-doubles-maintenance-as-demand-for-electricity-drops-45963182>

permanents, - 150 000 par mois -, endettement et déficit public accrus) et la diminution de la consommation électrique ont des conséquences pour Eskom : pertes de recettes alors que la dette est considérable et que son traitement est toujours en suspens<sup>30</sup>.

**16 avril.** Dans une longue interview André de Ruyter fait un point complet de la situation, des problèmes et de ses engagements pour Eskom (voir en annexe les 5 articles successifs et un résumé en Français).

**22 avril.** Eskom a lancé un appel à déclaration d'intérêt (date limite le 10 juin) pour tester le marché à propos de la reconversion de 3 centrales thermiques dont l'arrêt est programmé (Komati, Grootvlei et Camdem) en sites de production d'énergies renouvelable (voir l'interview d'Andre de Ruyter du 16 avril pour l'énoncé du principe).

**6 mai.** Andre de Ruyter présente la situation d'Eskom devant la commission des entreprises publiques de l'Assemblée nationale. La baisse de consommation due à la crise de la Covid-19, en moyenne 7 500 MW, a permis de réduire le risque de coupures tournantes de niveau 1 (- 1 000 MW) de 31 jours au total à 4 jours à la date du 27 avril. La maintenance à court terme a également permis de rétablir 2 000 MW de production. Le recours à des capacités extérieures (énergies renouvelables, IPPs), 900 MW, a aussi contribué à réduire le risque à la veille de l'hiver. Mais la baisse des ventes (les mines ont été fermées pour la plupart d'entre elles) a atteint R2,5 milliards et les conséquences réelles de la pandémie restent à évaluer. Le plan de maintenance à long terme reprendra à la fin du confinement et durera entre 12 et 18 mois. Des techniciens français sont par ailleurs attendus pour s'occuper de la centrale nucléaire de Koeberg. Concernant la dé-intégration, trois boards distincts ont été nommés pour gérer chacun des trois segments d'Eskom (production-transmission-distribution).

**11 mai.** Eskom annonce que l'unité 3 de la mega centrale de Medupi, prête en juin 2019 pour entrer en production commerciale, a été remise en service après les nécessaires réparations de la chaudière. Ses 793 MW ont été synchronisés avec le réseau. Dans le cadre de la modification de toutes les chaudières, des opérations semblables sont en cours sur l'unité 6, actuellement hors-circuit. Elles seront ensuite faites sur l'unité 1 à la mi-mai, sur l'unité 4 en juillet ; en août l'unité 2 sera mise hors-circuit et l'unité 5 sera optimisée en novembre. Le confinement a permis d'accélérer toutes les opérations sur les chaudières<sup>31</sup>.

**15 mai.** Selon la presse, Eskom cherche à renégocier avec la Banque mondiale les termes de l'ancien prêt de 3,75 millions US\$ (sur ce point, Jaglin et Dubresson, 2016 : 43-44) pour prendre en compte la fin de la construction de la mega centrale de Medupi et régler en particulier le difficile problème de l'installation du système de désulfuration, indispensable pour tenir les engagements environnementaux (diminution des émissions de dioxyde de soufre provoquant des maladies respiratoires et des pluies toxiques), dont le coût est estimé à R42 milliards. Selon la Banque mondiale, tout changement des moyens et objectifs ne peut

---

<sup>30</sup> 'SA's desperately tough path post-coronavirus', *Fin24*, 5 April 2020

<https://www.fin24.com/Economy/South-Africa/analysis-sas-desperately-tough-path-ahead-post-coronavirus-20200405>

<sup>31</sup> 'Eskom completes repairs to Medupi Unit 3 during lockdown', *Fin24*, 11 May 2020

<https://www.fin24.com/Economy/Eskom/eskom-completes-repairs-to-medupi-unit-3-during-lockdown-20200511>

être fait sans son accord<sup>32</sup>.

**21 mai.** Eskom publie l'état des lieux de son système. Avec la diminution de la demande et l'amélioration de la maintenance, la capacité réelle de production a été élevée à 30 000 MW. L'EAF est passé de 64% en mars à 65% en avril. La maintenance est passée de 3 600 MW avant le confinement national à 9 800 MW. La probabilité de coupure de niveau 1 durant l'hiver a diminué de 31 à 3 jours. Mais compte tenu de l'imprévisibilité du système, le risque de coupure demeure pendant 18 mois, au moins jusqu'à août 2021. 75% des opérations critiques du plan Generation 9-Point Recovery ont été réalisés.

**23 juin.** Eskom annonce qu'en raison de l'arrêt non prévu de 3 centrales<sup>33</sup>, Kendal, Majuba et Lethabo, et du report de la remise en production des centrales de Duvha et Tutuka, la capacité réelle totale n'est plus que de 31 000 MW et appelle ses clients à surveiller leur consommation alors que dans le Gauteng, les coupures se multiplient en raison des nombreux piratages qui déstabilisent le réseau déjà fragile.

**24 juin.** Les coupures deviennent de plus en plus fréquentes, et depuis un mois maintenant, elles sont multipliées durant les heures de pointe dans les townships et les quartiers informels du Gauteng (load reduction programme mis en vigueur par Eskom le 13 mai). Les équipements ne peuvent plus supporter les fortes charges en période de pic (explosions de mini sous-stations et de transformateurs dues aux branchements illégaux, contournements de compteurs et vols en hausse, détérioration constante du matériel). À Soweto, directement desservi par Eskom, la dette des petits consommateurs est estimée à R13,6 milliards et le faible coût de recouvrement ne permet pas de financer les réparations et encore moins la maintenance régulière. *"Protesters claimed they could not afford to pay their bills and accused Eskom of scapegoating the poor for its financial failures. Protesters have in the past blocked technicians attempting to disconnect power and have resisted attempts to have pre-paid meters installed". " Yelland said municipal leaders have lacked the political will to tackle debt challenges in areas with low payment rates. At the same time, they have been underspending on maintaining infrastructure. When there are few consequences for non-paying consumers, there's a disincentive for those who have been paying to continue"*<sup>34</sup>.

**25 juin.** Andre de Ruyter annonce qu'Eskom a créé un bureau pour le projet dit 'Just Energy Transition (JET)<sup>35</sup> chargé d'évaluer toutes les options de financement vert pouvant faciliter

---

<sup>32</sup> 'Eskom seeks to break terms of \$3.75 billion World Bank loan to avoid spending on emission cuts', *Fin24*, 20 May 2020

<https://www.fin24.com/Economy/eskom-seeks-to-break-terms-of-375-billion-world-bank-loan-to-avoid-spending-on-emission-cuts-20200515>

<sup>33</sup> 'Cut power usage, pleads Eskom as 4 large units break down', *Fin24*, 23 June 2020

<https://www.news24.com/fin24/economy/cut-power-usage-pleads-eskom-as-four-large-units-break-down-20200623>

<sup>34</sup> 'Load Reduction': Infrastructure failures lead to rolling outages in Gauteng townships', *Daily Maverick*, 24 June 2020

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-06-24-load-reduction-infrastructure-failures-lead-to-rolling-outages-in-gauteng-townships/#gsc.tab=0>

<sup>35</sup> 'Eskom's new just energy transition office assessing green finance options for repurposing of old coal stations', *Engineering News*, 25th June 2020



le développement d'énergies renouvelables et la reconversion de 3 centrales thermiques, Komati, Hendrina et Grootvlei, tout en accompagnant le changement social dans les aires minières concernées. Un document et un appel à intérêt ont été diffusés en mars avec pour date limite de réponse le 20 juin. Andre de Ruyter rappelle que les opérations envisagées peuvent contribuer à une réindustrialisation des sites, qui serait facilitée par l'octroi d'un statut de Zone économique spéciale.

**4 juillet.** Nhlanhla Gumede, membre de NERSA, affirme que la baisse de la demande en électricité est liée au coût encore élevé du kWh, qui pèse sur la production économique. Il relève ainsi que selon Stats SA, le secteur minier a enregistré un recul de 21,5% au premier trimestre, le secteur manufacturier de 8,5%, le PIB étant en recul de 2%, ce qui a aggravé l'état de récession....avant le déclenchement de la pandémie et les mesures de confinement, et il souligne que l'Afrique du Sud est en voie de désindustrialisation, Eskom étant l'un des vecteurs de cette pente négative<sup>36</sup>.

Le même jour, on apprend le décès de Ian McRae, emblématique directeur exécutif d'Eskom (1985), initiateur du grand programme national Electricity for All, lancé avant l'abolition du régime d'apartheid, et promoteur de l'interconnexion des réseaux électriques d'Afrique australe (Southern African Grid), parti en retraite en 1994 et devenu ensuite responsable de la mise en place du National Electricity Regulator.

**16 juillet.** Selon le CSIR et le DMRE, les coupures tournantes coûtent R150 millions par heure. Ces coupures sont suspendues le 16 juillet jusqu'à la fin de la semaine, la capacité de production atteignant 34 000 MW, la plus élevée de l'année, grâce aux réparations (1 500 MW supplémentaires ajoutés).

**4 août.** Eskom lance un appel d'offres pour la conception et la construction d'un grand système de stockage d'électricité (batteries) à Vredendal (Western Cape), à proximité de sa ferme éolienne de Sere (100 MW), avec une capacité minimale de 80 MW et 320 MWh., le financement étant assuré par la Banque mondiale, la Banque Africaine de développement (BAD) et la New Development Bank (BRICS). Eskom rappelle qu'un plan national de stockage a été lancé en 2018 (360 MW, 1 440 MWh), l'IRP 2019 autorisant un total de 2 088 MW sur toute la durée du plan.

**12 août.** Le 12 août, 7 centrales sont hors service, on compte 11 000 MW perdus (imprévus) et 5 500 MW soustraits par la maintenance programmée, au total 16 500 MW de déficit. Selon un deuxième rapport du CSIR (Wright et Calitz, 2020b), les pertes dues aux coupures tournantes ont dépassé celles de 2019, pourtant l'année la plus mauvaise en la matière (avec une coupure de niveau 6 le 9 décembre). À ce jour, on compte déjà 661 heures de coupures, soit 1 383 GWh perdus (1 352 en 2019). Or, durant les jours de confinement de niveau 5, le pic de demande est tombé à 27,4 GW contre 31,2 GW attendus, et la demande minimale n'a été que de 13,8 GW. Depuis, cette demande est de nouveau en hausse (baisse du niveau de confinement, saison d'hiver) et en juillet les coupures ont repris. Pour l'année,

---

[https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-sets-up-just-energy-transition-office-as-it-mulls-repurposing-options-for-power-stations-2020-06-25/rep\\_id:4136](https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-sets-up-just-energy-transition-office-as-it-mulls-repurposing-options-for-power-stations-2020-06-25/rep_id:4136)

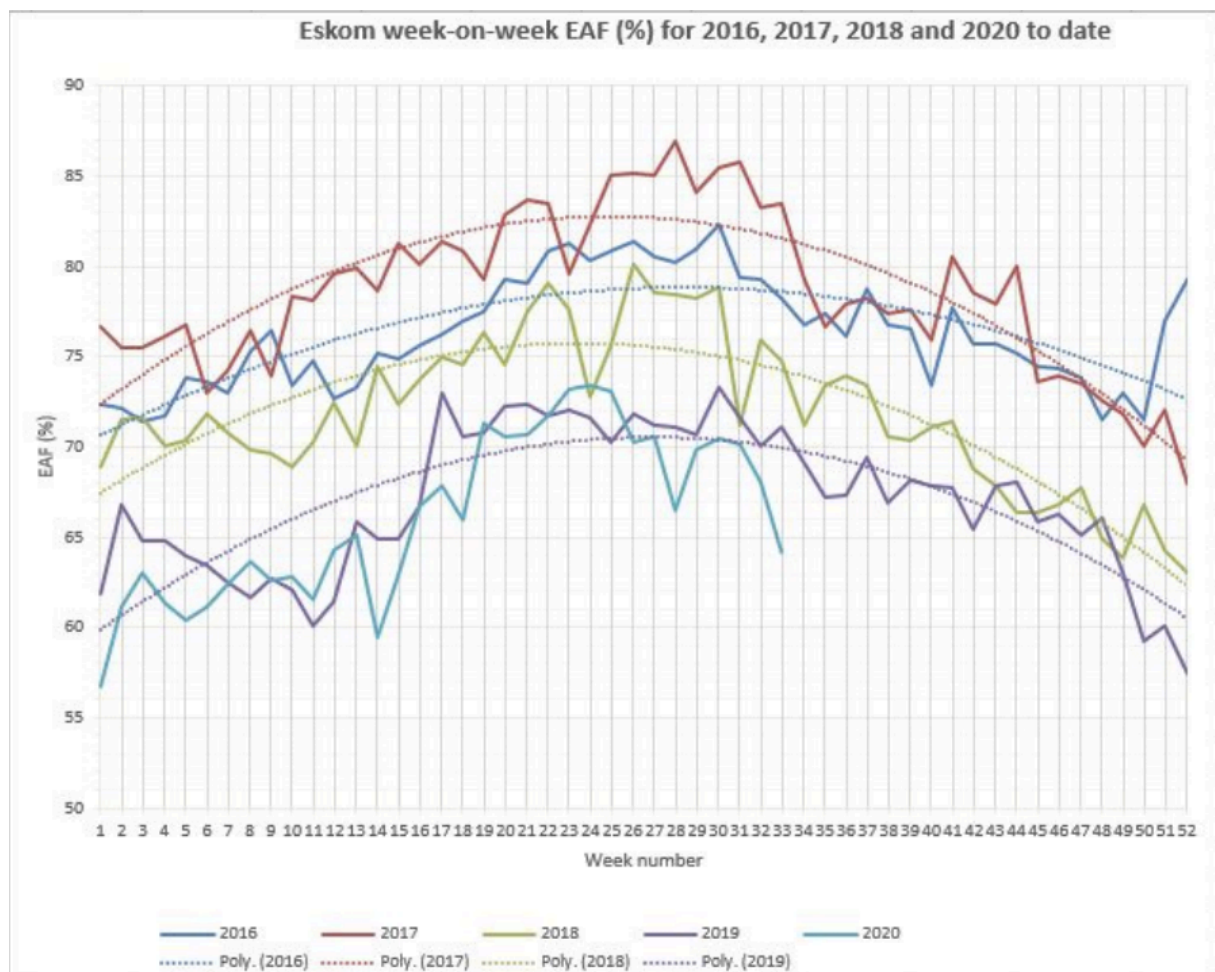
<sup>36</sup> 'SA is deindustrialising and Eskom is part of the problem, says Nersa member', *Fin24*, 2 July 2020  
<https://www.news24.com/fin24/economy/eskom/sa-is-deindustrialising-and-eskom-is-part-of-the-problem-says-nersa-member-20200702>

Eskom envisage une consommation totale en déclin de - 12 TWh, soit un total d'environ 209 TWh contre 221 TWh prévus.

Les deux ingénieurs du CSIR ont élaboré des probabilités de scénarios selon l'EAF d'Eskom et les anticipations de l'IRP2019.

- de janvier à août, l'EAF a été de 66,1% contre 66,9% en 2019, loin de l'objectif fixé, 70%
- en se basant sur un niveau de demande de 267 TWh en 2025 (contre 284 TWh prévus dans l'IRP) et un EAF de 64,4% (contre 75,5%), le CSIR montre que d'ici 2025, la situation sera très difficile avec un déficit de capacité de production allant de 5 000 à 8 000 MW et un probable déficit de fourniture de 4 500 GWh en 2022. Le coût annuel des déficits est estimé à R60-120 milliards (coût : 87,50 rands par kWh perdu).

**15 août.** Chris Yelland publie l'état de l'EAF d'Eskom de 2016 à 2020 (semaine 33)



Source : <https://twitter.com/chrisyelland/status/1295961275781046278/photo/1>

**19 août.** Eskom annonce qu'en raison de dysfonctionnements imprévus, 12 100 MW sont indisponibles, soit environ 1/4 de la capacité nominale, à quoi s'ajoutent 4 350 MW de maintenance prévue ; les coupures de niveau 2 se poursuivent tous les jours<sup>37</sup>.

<sup>37</sup> 'Eskom warns of another day of load-shedding starting, *Fin24*, 19 August 2020

<https://www.news24.com/fin24/economy/eskom-warns-of-another-day-of-load-shedding-starting-at-0900-20200820>

**3 septembre.** Eskom annonce que les coupures de niveau 4 commencées la veille vont continuer jusqu'à 22h<sup>38</sup>. Le directeur financier précise que la dette totale s'élevait à R488 milliards au 31 mars 2020. Eskom a bien reçu les R49 milliards (Spécial Appropriation Act) pour l'exercice 2019-2020 et R59 milliards pour 2020-2021. Les R49 milliards ont contribué au paiement de la dette (au total : R32,5 milliards de capital et R39,1 milliards d'intérêts). *"It is evident that without government's recapitalisation, Eskom would not have been in position to meet its obligations as they fell due. The R56-billion appropriated for the 2020/21 financial year will be used to assist in servicing the estimated R95-billion interest and capital repayments falling due in the 2020/21 financial year"*<sup>39</sup>. Concernant la capacité de production, la présentation d'Eskom devant une commission de l'assemblée nationale (Standing Committee on Appropriation) montre que des coupures de niveau 3 seront indispensables jusqu'en mars 2022 compte tenu d'un déficit structurel d'au moins 13 000 MW jusqu'à cette date.

**7 septembre.** Eskom annonce qu'un nouveau système d'informations mises à jour quotidiennement permettra plus de transparence. Le portail sur la page web, intitulé System status and other related data donnera accès à toutes les données. Eskom met en débat avec le Trésor public et SALGA son projet de refonte totale des tarifs qui pourraient entrer en vigueur en juillet 2021<sup>40</sup>.

**23 septembre.** Dans un entretien avec la presse<sup>41</sup>, Andre de Ruyter revient sur son action 9 mois après sa nomination à la tête d'Eskom. Il rappelle les modifications apportées à la gestion générale : *"We can't carry on doing things like we've always done" (évaluation au mérite pour les responsables de gestion, tolérance 0 pour les vols et détournement, mise en demeure des directeurs de centrales tenus pour responsables devant leur personnel et envoi de lettres de suspension pour certains d'entre eux, changements de responsables, recours à la justice contre des décisions de NERSA concernant les tarifs, coupure d'alimentation pour les municipalités qui ne payent pas), ce qui montre sa ténacité ; "De Ruyter has surprised critics due to his tenacity," said Darius Jonker, a director at the Eurasia Group in London. "He has stayed the path despite the frustrations and gridlock that many observers thought would make him leave Eskom by this time."* Il rappelle également ses objectifs : remettre Eskom et ordre de marche, réduire la dette et engager un tournant vert avec la transformation de centrales à charbon en centrales à gaz dans le Mpumalanga grâce à la proximité du gazoduc provenant du Mozambique.

---

<sup>38</sup> 'Stage 4 load shedding to continue until 22:00 as breakdowns persist', *Fin24*, 3 September 2020 <https://www.news24.com/fin24/economy/eskom/stage-4-load-shedding-to-continue-on-thursday-20200902>

<sup>39</sup> 'Eskom confirms load shedding to stay for about two years, looks to 25% tariff hike as debt balloons to R488-billion', *Daily Maverick*, 3 September 2020 <https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-09-03-eskom-confirms-load-shedding-to-stay-for-about-two-years-looks-to-25-tariff-hike-as-debt-balloons-to-r488-billion/>

<sup>40</sup> *Eskom proposed 2021 tariff restructuring plan*, Johannesburg, Eskom [https://www.eskom.co.za/CustomerCare/TariffsAndCharges/Pages/Tariffs\\_And\\_Charges.aspx](https://www.eskom.co.za/CustomerCare/TariffsAndCharges/Pages/Tariffs_And_Charges.aspx)

<sup>41</sup> 'How Eskom's new CEO wants to fix South Africa's troubled utility', *Business Report*, 23 September 2020 <https://www.iol.co.za/business-report/energy/how-eskoms-new-ceo-wants-to-fix-south-africas-troubled-utility-84b5fe0f-0d56-4a91-a2cf-f79c744e8ab8d>

**28 septembre.** Eskom lance une Request for Information<sup>42</sup> (date limite le 3 novembre) destinée à tester le marché à propos de l'installation d'un système de désulfuration des gaz (SO<sub>2</sub>) à Medupi en 2025, une obligation incluse dans le cahier des charges du prêt consenti par la Banque mondiale en 2010. Ce système est évalué à R40 milliards, ce qui est hors de portée de financement par Eskom aujourd'hui. *"The baseline unabated SO<sub>2</sub> emissions for reduction were stated as being 4 367.03 milligrams per cubic metre (mg/Nm<sup>3</sup>). The current limit for Medupi was 3 500 mg/Nm<sup>3</sup> and, by 2025, the limit would be 1 000 mg/Nm<sup>3</sup>".*

**30 septembre.** Le premier des six générateurs de vapeur destinés à remplacer les anciens générateurs de la centrale atomique de Koeberg arrive au Cap. Conçus en France (design) et fabriqués en Chine, ils font partie d'une opération de rénovation de la centrale allongeant sa durée de vie et améliorant sa performance (montant total de R5 milliards). *"There are three steam generators on each of the two Koeberg reactors. The steam generators take heat from the nuclear reactors and then convert it into high pressure steam which is fed to the turbines to produce electricity." "The reactors were designed to be able to operate at a slightly higher temperature, about 9°C more than now, and with new higher performance steam generators, the Koeberg engineers will be able to increase reactor temperatures to feed more energy into the upgraded turbines via the new steam generators"*<sup>43</sup>.

**8 octobre.** Le deuxième jour du Joburg Mining Indaba en visioconférence<sup>44</sup>, Andre de Ruyter annonce qu'Eskom met en oeuvre 5 priorités urgentes et interdépendantes<sup>45</sup> :

- (i) la recherche de la stabilité opérationnelle (poursuite de l'effort sur la maintenance) permettant de réduire le risque de coupures tournante, avec deux étapes, en avril et en septembre 2021, qui doivent aboutir à un état de risque minimal;

- (ii) accroître les revenus dans un contexte où le volume des ventes a diminué de 1% par an en 10 ans, de 7% depuis le début de la pandémie de Covid-19 jusqu'en août, et où il est prévu 5% de pertes à la fin de l'année. De plus, NERSA a autorisé des hausses de tarifs qui ne reflètent pas les coûts supportés par Eskom ; Eskom conteste donc les décisions de NERSA devant la justice, unique possibilité d'action qui lui est laissée. *"De Ruyter defended Eskom's demand for higher tariffs, citing a 2016 World Bank analysis of 39 countries in sub-Saharan*

---

<sup>42</sup> 'Eskom tests market for Medupi flue gas desulphurisation solutions', *Engineering News*, 28th September 2020

<https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-tests-market-for-medupi-flue-gas-desulphurisation-solutions-2020-09-28>

<sup>43</sup> 'First new steam generator to extend life of Koeberg', *Business Report*, 30 September 2020

<https://www.iol.co.za/business-report/energy/first-new-steam-generator-to-extend-life-of-koeberg-12d74ebf-36ff-41d1-a0e8-677a3c7a19d1>

<sup>44</sup> Voir le discours complet, *Keynote Address, Andre de Ruyter, Eskom Group Chief Executive, The Joburg Indaba: 7 to 8 October 2020*, GCE\_Keynote\_Address\_JoburgIndaba6Oct2020.pdf

<https://www.eskom.co.za/news/Pages/Speeches.aspx>

<sup>45</sup> 'Eskom implementing five-step turnaround plan, says De Ruyter', *Engineering News*, 8th October 2020

[https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-implementing-five-step-turnaround-plan-says-de-ruyter-2020-10-08/rep\\_id:4136](https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-implementing-five-step-turnaround-plan-says-de-ruyter-2020-10-08/rep_id:4136)

*Africa, which showed that South Africa's electricity prices were the third lowest in the region. He said the average price of electricity for consumers was 133 cents per kilowatt.*

*When compared to Eskom's average price of 102 c/kWh, this translated into a R67 billion revenue shortfall for the utility for the 2020 financial year and over R300 billion in revenue shortfall over the last 10 years"... "The annual revenue gap of R60 billion exceeds Eskom's annual cost for operating, maintenance, and employee benefits. This situation does not augur well for the sustainability of Eskom"<sup>46</sup>. C'est pourquoi Eskom demande que les tarifs soient revus et est entré en conflit avec NERSA à propos du calcul de ces tarifs : *We therefore don't ask for tariffs to subsidise our inefficiencies – we ask for tariffs that reflect reasonably incurred costs.*" NERSA has won leave to appeal a July high court decision that allowed the state utility to recoup R69 billion (US\$3.9 billion) from consumers over the next three years via higher electricity tariffs. The July ruling was a win for Eskom which was disputing a decision by NERSA to deduct a R69 billion equity injection from the the government in determining tariffs the company could effect for the 2019/20, 2020/21 and 2021/22 financial years<sup>47</sup>.*

Le directeur exécutif d'Eskom insiste sur sa volonté de gérer les coûts sérieusement, en récupérant les arriérés de paiement des municipalités (R31,4 milliards à la fin août) et en renégociant les contrats charbonniers dans lesquels les marges des fournisseurs sont trop élevées;

- (iii) le développement de mesures de rééquilibrage de la balance financière. Il affirme que si la dette actuelle est réduite à R200 milliards, Eskom peut retrouver la viabilité financière. Il affirme également que l'aide du Trésor public (equity assistance) est certes indispensable mais qu'une solution structurelle est nécessaire et il se dit encouragé en ce sens par la position de NEDLAC ;

- (iv) le processus de division d'Eskom est engagé et il est bien aligné sur les objectifs de la 'Roadmap for Eskom in Reformed Electricity Supply Industry', publiée en octobre 2019. Les discussions sont en cours avec le DPE et le Trésor pour inscrire la création de la nouvelle entité de transmission dans le cadre du Public Finance Management Act. Le Single Buyer Office est donc en cours de restructuration sous forme d'autorité centrale d'achat (central purchasing authority) dotée de règles de transparence et d'efficacité;

- (v) Eskom doit changer de culture d'entreprise (changement de responsables, éradication de la corruption) et rompre avec des comportements apathiques qui favorisent son déclin et menacent son existence ; *"If we continue to leave Eskom's organisational culture unattended, this has the potential to sink our business and severely compromise our value-add to the country"*<sup>48</sup>.

---

<sup>46</sup> 'Eskom's De Ruyter hoping for system improvement in a year's time', *Business Report*, 9 October 2020

<https://www.iol.co.za/news/politics/eskoms-de-ruyter-hoping-for-system-improvement-in-a-years-time-969c7f88-ea07-51bd-84d9-a0dd3c8f0d62>

<sup>47</sup> *Id.*

<sup>48</sup> 'Eskom must get its ducks in a row or else 'organisational culture' will sink the business, De Ruyter tells conference', *Daily Maverick*, 8 October 2020

**15 octobre.** Lors d'une visioconférence organisée par Nedbank, EE Business Intelligence and the Joburg Centre of Software Engineering, Andre de Ruyter lie les plans d'urgence (2 000 MW et 11 800 MW, dont les projets solaire et éolien qui prennent 18 à 36 mois) lancés par le gouvernement et la nécessité, d'une part, d'investir dans l'extension du réseau national (+ 8 000 km de lignes de 2021 à 2030), et, d'autre part, d'accélérer la mise en place d'ITSMO pour sécuriser les investissements privés et financer les besoins d'Eskom en recourant à des fonds verts (green funds). *"De Ruyter pointed out that South Africa's energy transition opened the doors to green financing, and several major global development institutions had already approached Eskom and committed in writing to their willingness to support the decarbonisation of South Africa's electricity industry. "We anticipate that we will be able to access this green financing to enable the expansion of our transmission grid to take place as required. It is still going to be a challenge to execute but the money appears to be readily available," he said*<sup>49</sup>.

Il indique que la séparation du segment transmission d'Eskom sera effective fin mars 2021, la séparation légale complète étant programmée pour décembre 2021. Il souligne aussi que pour les autres technologies retenues dans l'IRP2019, il faut compter 10 à 12 ans pour construire les centrales à charbon et 12 à 15 ans pour les nouvelles centrales nucléaires. Anton Eberhard (University of Cape Town, Graduate Business School) souligne de son côté que la création d'ITSMO est la réforme la plus importante du secteur électrique depuis 100 ans : *"An ITSMO establishes a transparent and fair platform for the competitive procurement of least-cost power, removes Eskom's conflict of interest . . . and sets the industry on a new path, with more diversification, competition and private sector investment"*<sup>50</sup>.

**22 octobre.** En commentant la présentation de l'état du système Eskom, Andre de Ruyter affirme que le plan de maintenance laisse espérer une amélioration significative de la performance en septembre 2021 avec une amélioration de l'EAF. *"Eskom is targeting an energy availability factor (EAF) of 70% for the current financial year, with a coal fleet EAF of 67%. It aims to improve the coal EAF to 70% in the following financial year and increase system EAF to 72%"*<sup>51</sup>.

**29 octobre.** Eskom annonce que l'unité 2 de la mega centrale de Kusile a atteint le stade technique nécessaire à sa mise en exploitation commerciale<sup>52</sup>, ce qui ajoute 800 MW à la

---

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-10-08-eskom-must-get-its-ducks-in-a-row-or-else-organisational-culture-will-sink-the-business-ceo-de-ruyter-tells-conference/>

<sup>49</sup> 'Powering up: The future of South Africa's electricity system', *Daily Maverick*, 22 octobre 2020  
<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-10-22-powering-up-the-future-of-south-africas-electricity-system/>

<sup>50</sup> 'Independent grid and market operator 'required' to attract much-needed generation investment – De Ruyter', *Engineering News*, 15th October 2020  
<https://www.engineeringnews.co.za/article/independent-grid-and-market-operator-required-to-attract-much-needed-generation-investment-de-ruyter-2020-10-15>

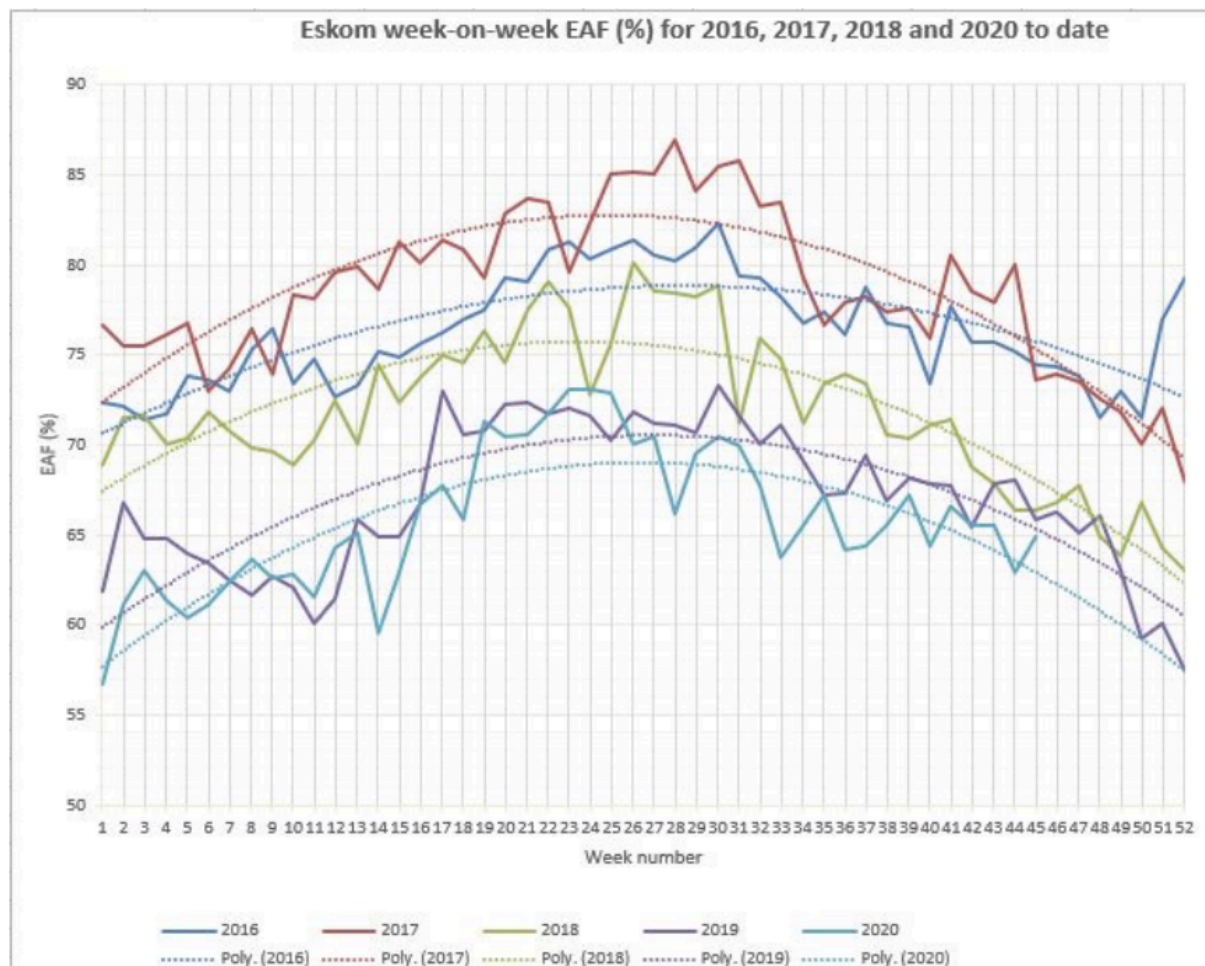
<sup>51</sup> 'Procurement of 11.8 GW only the 'first step' in full elimination of load-shedding threat – De Ruyter', *Engineering News*, 22nd October 2020  
[https://www.engineeringnews.co.za/article/procurement-of-118-gw-only-the-first-step-in-full-elimination-of-load-shedding-threat-de-ruyter-2020-10-22/rep\\_id:4136](https://www.engineeringnews.co.za/article/procurement-of-118-gw-only-the-first-step-in-full-elimination-of-load-shedding-threat-de-ruyter-2020-10-22/rep_id:4136)

<sup>52</sup> 'Kusile Unit 2 reaches full commercial operational status', *Engineering News*, 29th October 2020

puissance installée du réseau national (l'unité 1 avait atteint ce stade en 2017). Kusile est la première centrale du pays et en Afrique à être dotée d'un système de désulfuration des gaz émis (wet flue gas desulphurisation, WFGD).

**6 novembre.** Chris Yelland publie l'EAF d'Eskom, semaine 45, 2020

Source : <https://twitter.com/chrisyelland/status/1328550317374525440/photo/1>



Source : <https://twitter.com/chrisyelland/status/1328550317374525440/photo/1>

**11 novembre.** La reconversion envisagée d'anciennes centrales d'Eskom (gaz au lieu de charbon) et permettant une transition dite "juste" est appréciée par le secteur privé, dont le Wärtsilä South African business development manager, Wayne Glossop (Wärtsilä a déjà reconverti une centrale à charbon en centrale à gaz en Australie). Sont concernées Komati (âge 59 ans), Camden (53 ans), Grootvlei (51 ans) et Hendrina (50 ans), qui emploient 600 à 1000 salariés chacune. Les sites ont en effet une valeur marchande : bâtiments, terrains incluant des ressources en eau, et leur situation (proximité du réseau et du gazoduc allant du Mozambique au Highveld) est favorable à une reconversion charbon-gaz. Cependant, une centrale à gaz fournit moins d'emplois directs qu'une centrale à charbon. Il faudrait donc élaborer un projet mixte combinant production électrique, stockage et activités dérivées

[https://www.engineeringnews.co.za/article/kusile-unit-2-reaches-full-commercial-operational-status-2020-10-29/rep\\_id:4136](https://www.engineeringnews.co.za/article/kusile-unit-2-reaches-full-commercial-operational-status-2020-10-29/rep_id:4136)

(dont la maintenance) en créant des centres de formation. Selon Wayne Glossop : *"This is an opportunity to show how sites designed around an archaic, historical technology can be transformed into world-class, sustainable clean energy providers. These sites tick all the boxes for a facility providing solar/gas power with storage that can continue supporting local communities while feeding cheap power into the grid. They offer the necessary land, water, skills and access to the transmission infrastructure. While Mpumalanga has historically been the heart of South Africa's coal-fired power network because of its extensive coal deposits, it also lends itself to both solar and gas power generation"<sup>53</sup>.*

**17 novembre.** Eskom annonce que les études socioéconomiques concernant la reconversion de Grootvlei, Komati et Hendrina, les trois premières des 10 centrales devant être fermées d'ici 2040, devraient être terminées en mars 2021. Eskom étudie les possibilités de reconversion incluant énergies renouvelables, gaz, biomasse, stockage (batteries) et hydrogène. Parallèlement, des études concernent les possibilités de promouvoir des activités agricoles, des stations de traitement de l'eau et la desserte en gros d'eau potable. Many Rambharos (Eskom Just energy transition office head) affirme que l'opérateur public ne pourra agir seul compte tenu de l'état des ses finances et qu'une coopération avec des acteurs privés est nécessaire. À propos des études en cours, il indique qu'elles portent sur tous les aspects, sociaux, environnementaux, économiques à toutes les échelles.

*The immediate focus, however, was on firming up plans for Grootvlei, Komati and Hendrina by concluding a "social compact" with affected workers and communities on a social plan for the shutdown of the plants, as well as their possible repowering and repurposing.*

*The compact would also outline plans for alternative economic development in the affected areas, as well as for the reskilling of workers. Rambharos said that, while the transition would not be an abrupt change and that it would be implemented in a phased manner, it nevertheless represented a radical change for Eskom. "We are committed to a just energy transition, where the 'just' and the 'transition' are equally important," she said, describing that philosophy as a "peg in the ground"<sup>54</sup>.*

**19 novembre.** La Banque mondiale qualifie de "flagship" le programme Eskom de mise en place d'un système de stockage d'énergie électrique. Conçu en 2017, le Battery energy storage systems (BESS), 8 sites, 360 MW, 1 440 MWh) remplace l'ancien projet de centrale solaire CSP de Kiwano (100 MW). En août, Eskom a lancé un appel d'offres pour équiper le site de Skaapvlei (Vredendal, Western Cape, 80 MW et 320 MWh), à proximité de la ferme éolienne d'Eskom, Sere (100 MW).

*World Bank senior power engineer Frederic Verdol : "In fact, South Africa may be the only country in Africa where integration and industrialisation of the entire battery storage value chain is feasible," he enthused, arguing that the efforts under way to create a more enabling environment for battery-storage industrialisation should be intensified.*

---

<sup>53</sup> 'Breathing fresh air into old coal power stations', *Engineering News*, 13th November 2020  
<https://www.engineeringnews.co.za/article/opinion-breathing-fresh-air-into-old-coal-power-stations-2020-11-13>

<sup>54</sup> 'Eskom moves to finalise just energy transition framework as shutdown of Grootvlei, Komati and Hendrina draws near', *Engineering News*, 17th November 2020  
<https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-moves-to-finalise-just-energy-transition-framework-as-shutdown-of-grootvlei-komati-and-hendrina-draws-near-2020-11-17>



*Council for Scientific and Industrial Research energy systems research group leader Crescent Mushwana said that South Africa's future power system, which would be overwhelmingly built around low-cost wind and solar PV, would require both storage and flexibility for stability. He added that storage, including BESS, would increase the technical reliability of power supply and, if properly sized as part of a solar PV or wind plant, could also add a certain level of "dispatchability" to those variable generators".<sup>55</sup>*

**24 novembre.** Andre de Ruyter demande au gouvernement d'ajouter rapidement de nouvelles capacités de production aux 11 813 MW (6 800 solaire PV et éolien, 513 de stockage, 3 000 de gaz, 1 500 de charbon) du programme autorisé le 25 septembre par le ministre Gwede Mantashe (DMRE) dans la Gazette du gouvernement. Ce texte ouvre la voie au lancement du 5ème appel d'offres REI4P et confirme qu'Eskom restera le seul et unique acheteur des IPPs finalement sélectionnés, l'appel d'offres devant être lancé au plus tard avant fin décembre<sup>56</sup>.

Andre de Ruyter souligne que les 1 500 MW produits à partir du charbon ne peuvent pas être disponibles dans le temps imparti<sup>57</sup> : un investisseur s'est retiré d'un projet déjà connu et même en trouvant les financements, il est improbable que les nouvelles centrales soient opérationnelles à temps : *"It emerged earlier this month that a Marubeni-led consortium has requested to withdraw from an initial plan to build the 630-MW Thabametsi coal station in the Limpopo province, which was named in 2014 as a preferred independent power producer (IPP) bidder following government's Coal Baseload Independent Power Producer Procurement Programme. De Ruyter said the Ministerial determination should be welcomed, as the new capacity would be needed regardless of whether Eskom was able to improve the reliability of its coal fleet through its so-called 'reliability maintenance' programme. "But it includes about 1 500 MW of new coal. Now, even if you could get the money, or go and borrow the money in order to build a new coal plant – and that's going to take you the better part of a decade – you then have to comply with environmental emissions. So, this is going to be a very tough ask to build 1 500 MW of additional new coal."*

Il rappelle également qu'Eskom doit perdre entre 8 000 et 12 000 MW avec la fermeture programmée de centrales à charbon et se montre perplexe quant aux projets nucléaires : *"If you start to look at the capital cost of building new nuclear and you look at the time associated with that, it will take you 12 to 15 years to bring new nuclear online and it will probably cost you about R1.80/kWh. "So, when you compare that to new wind, at about 70c/kWh, and you look at solar photovoltaic electricity, which is about 60c/kWh, and the fact*

---

<sup>55</sup> 'World Bank says 'flagship' Eskom battery scheme to open way for private investment in the technology', *Engineering News*, 19th November 2020

<https://www.engineeringnews.co.za/article/world-bank-says-flagship-eskom-battery-scheme-to-open-way-for-private-investment-in-the-technology-2020-11-19>

<sup>56</sup> 'DMRE confirms Eskom as buyer of renewable energy under REIPPPP Bid Window 5', *Engineering News*, 25th September 2020

[https://www.engineeringnews.co.za/article/dmre-confirms-eskom-as-buyer-of-renewable-energy-under-reipppp-bid-window-5-2020-09-25/rep\\_id:4136](https://www.engineeringnews.co.za/article/dmre-confirms-eskom-as-buyer-of-renewable-energy-under-reipppp-bid-window-5-2020-09-25/rep_id:4136)

<sup>57</sup> 'De Ruyter calls for upscaling of power procurement plans as he questions whether coal IPP will proceed', *Engineering News*, 24th November 2020

<https://www.engineeringnews.co.za/article/de-ruyter-calls-for-upscaling-of-power-procurement-plans-as-he-questions-whether-coal-ipp-will-proceed-2020-11-24>

*that you can bring wind and solar online in about 18 to 24 months, the decision kind of makes itself, even if you ignore any environmental considerations”.*

**29 novembre.** Une enquête interne à Eskom confirme les soupçons de pollution et de non respect des normes d'émission de particules polluantes à la centrale de Kendal<sup>58</sup>. Barbara Creecy, ministre de l'Environnement, de la forêt et de la pêche, annonce l'ouverture de poursuites contre Eskom.

**8 décembre.** Selon le site Moneyweb<sup>59</sup> s'appuyant sur les données d'Eskom, la capacité réelle de production d'Eskom (EAF) a atteint seulement 60% dans la dernière semaine de novembre. Du début de l'année à la fin novembre, la capacité moyenne a été de 65,65% contre 67% en 2019. Or, la norme d'EAF est de 80%, plus 10% de maintenance prévue et 10% de maintenance imprévue (ou encore de 15% de marge de manoeuvre selon les sources). Les prévisions d'Eskom pour le 1er mars 2021 montrent que l'opérateur public sera structurellement déficitaire d'au moins 1 000 MW toutes les semaines, sauf une.

Concernant le programme REI4P, selon NERSA, 68 des 112 projets contractualisés sont en opération commerciale et la capacité combinée atteint 4 283 MW. 9 projets devraient être en production d'ici la fin de l'année, portant la capacité totale à 5 048 MW (soit plus que la centrale de Medupi, 4 764 MW). Les énergies renouvelables du REI4P ont fourni environ 1/4 du pic de demande dans la première moitié de 2020.

**11-12 décembre.** Le 11, Eskom annonce de nouvelles coupures de niveau 2, de 6h à 23h et devant durer deux jours en raison de pannes imprévues alors que le plan de maintenance fonctionne plutôt bien (le 11 décembre, on compte 7 452 MW en maintenance prévue mais aussi 10 208 MW en arrêts imprévus, soit 17 660 MW indisponibles)<sup>60</sup>. Le 12, les coupures sont ramenées au niveau 1<sup>61</sup>.

**18 décembre.** Eskom pratique un allègement du volume de desserte dans quatre provinces mais sans recourir à des coupures tournantes<sup>62</sup>.

**29 décembre.** Eskom annonce que des coupures tournantes de niveau 2 seront effectuées de 22h à 5h et reprendront le 30 décembre dans la même tranche horaire. Le communiqué indique que ces coupures sont nécessaires pour préserver la capacité du réseau à supporter la reprise des activités économiques en janvier, après les vacances d'été, et précise que l'état des centrales reste très préoccupant (9 475 MW de maintenance programmée et 11 346 MW en maintenance imprévue<sup>63</sup>).

---

<sup>58</sup> Chris Yelland: 'Eskom served with summons for criminal prosecution on charges of air pollution', *Daily Maverick*, 29 November 2020

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-11-29-eskom-served-with-summons-for-criminal-prosecution-on-charges-of-air-pollution/>

<sup>59</sup> 'Renewable energy adds over a quarter of peak power demand', *Moneyweb*, 8 December 2020  
<https://www.moneyweb.co.za/news/industry/renewable-energy-adds-over-a-quarter-of-peak-power-demand>

<sup>60</sup> <https://www.eskom.co.za/news/Pages/2020Dec11C.aspx>

<sup>61</sup> <https://www.eskom.co.za/news/Pages/2020Dec12.aspx>

<sup>62</sup> <https://twitter.com/hashtag/EskomKZN?src=hash>

<sup>63</sup> <https://www.eskom.co.za/news/Pages/2020Dec29.aspx>

## II. L'état financier. Comment sortir de la spirale de la dette ?

**28 janvier.** La presse fait état d'un document présenté par le COSATU lors du forum ANC Lekgotla et proposant une solution pour sauver Eskom ainsi que les emplois dans l'extraction et le transport du charbon, 70% du parc actuel de centrales à charbon d'Eskom devant cesser toute production d'ici 2040. Ce plan propose de transférer R200 milliards des R454 milliards de la dette d'Eskom à la PIC (Public Investment Corporation), sous forme d'une niche spéciale (special purpose vehicle) chargée de la gestion de cette partie de la dette. Les R200 milliards seraient empruntés à des fonds de pension et à des groupes d'assurances pour les salariés, déjà gérés par la PIC : le Government Employees Pension Funds (GEPF - 1 million de membres, 450 000 bénéficiaires, actifs estimés à R1,8 trillions) ; l'Unemployment Insurance Fund (UIF), qui soutient les actifs salariés en quête d'emploi ; la Compensation for Occupational Injuries and Diseases (COIDA), assurance contre les accidents du travail et dont les comptes sont excédentaires. Des organisations de salariés, la Public Servant Association (PSA), association d'employés du secteur public, et le syndicat Solidarity manifestent à la fois leur indignation et leur ferme opposition au projet COSATU. Le COSATU envisage également d'éviter la perte définitive de 5 000 à 17 000 emplois Eskom grâce à un plan de reconversion pour les salariés concernés par les prochaines fermetures de centrales et des mines qui sont liées dans les provinces du Mpumalanga et du Limpopo et permettant le développement des énergies renouvelables avec une formation sur place dans des emplois alternatifs<sup>64</sup>.

**13 février.** Dans son discours à la nation, SONA 2020<sup>65</sup>, concernant le traitement de la dette d'Eskom et la proposition avancée par le COSATU, le président Cyril Ramaphosa tient des propos d'autant plus prudents que les organisations syndicales sont très divisées et qu'aucun consensus n'a pu être obtenu, les dirigeants du PIC évoquant eux-mêmes un risque financier systémique à éviter. Cyril Ramaphosa se contente donc de prendre acte des négociations en cours (*"The social partners – trade unions, business, community and government – are committed to mobilising funding to address Eskom's financial crisis in a financially sustainable manner"*), tout en soulignant une double nécessité, sociale et financière : *'They would like to do this in a manner that does not put workers pensions at risk and that does not compromise the integrity of the financial system'...* *'Such a solution must be in line with prudent management of client assets. The PIC is obligated to always act in the best interests of its clients, whilst giving due regard to the national interest'*.

**20 février.** La presse relate un débat au Parlement qui met en lumière les difficultés d'élaboration et de mise en oeuvre d'un plan de sauvetage financier d'Eskom. Abel Sithole, (GEPF principal executive officer), sollicité pour reprendre R200 à R250 milliards de dette selon les versions, se montre très réservé devant les députés. Il rappelle que le GEPF a déjà donné son accord pour un prêt à Eskom ('one-month bridging facility') de R5 milliards via le PIC. Il rappelle aussi que le GEPF détient déjà R84 milliards de dette d'Eskom, via le PIC, et

<sup>64</sup> Bloom K., 'Just transition, redux — Cosatu's bid to save Eskom, the climate and South Africa', *Daily Maverick*, 28 January 2020

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-01-28-just-transition-redux-cosatus-bid-to-save-eskom-the-climate-and-south-africa/>

<sup>65</sup> <https://www.gov.za/SONA2020>

qu'au total, ajouter la version haute, R250 milliards, conduirait à une exposition totale de R334 milliards, soit 18% de ses avoirs, ce qui constituerait un énorme risque financier. Les députés discutent point par point tous les détails<sup>66</sup>.

**10 mars.** Le COSATU affirme que sa proposition de sauvetage financier d'Eskom repose aussi sur un transfert de tout paiement de kWh consommé, les abonnés réglant directement leurs factures à Eskom, ce qui implique une remise en question du modèle municipal. *"Eskom supplies part of its output to municipalities, which sell it on to consumers and businesses at a mark-up, but all too often don't pay their bills. Cosatu wants all customers to pay Eskom directly, a change that would require South Africa's entire municipal-funding model to be overhauled"*<sup>67</sup>.

**15 mai.** NERSA autorise Eskom à récupérer R13,3 milliards au titre du Regulatory Cleaning Account (RCA) pour l'exercice 2018-2019<sup>68</sup>, mécanisme d'ajustement qui prend en compte le manque à gagner ou le surplus de revenus résultant d'événements non prévisibles dans la programmation triennale des tarifs. Eskom avait demandé une compensation de R27,3 milliards (hausse des énergies primaires, utilisation des centrales à gaz). Les R13,3 milliards obtenus sont directement récupérables auprès des consommateurs, ménages, entreprises et clients étrangers.

**22 mai.** Andre de Ruyter annonce qu'Eskom, dont les recettes en baisse ne permettent pas d'assurer le service de la dette, est prêt à vendre des actifs du groupe ne faisant pas partie de son cœur de métier, comme l'assurance et la finance. Il souligne aussi que les fonctions de Rotek, filiale d'ingénierie, vont être redéfinies mais que sa vente n'est pas envisagée.

**27 mai.** Devant la commission parlementaire des finances, le directeur général du ministère des Entreprises publiques rapporte que le déficit total d'Eskom pourrait atteindre R16 milliards en 2020 (R20,7 milliards en 2019)<sup>69</sup>. Il souligne que les liquidités disponibles sont insuffisantes pour assurer le service de la dette mais que l'aide gouvernementale devrait permettre de surmonter le problème en 2020. Il rappelle enfin que la dette des municipalités à l'égard d'Eskom atteint R28,04 milliards au 31 mars 2020, les 20 premières municipalités concentrant à elles seules 81,25% de ces arriérés de paiement.

**28 mai.** Anton Eberhard rappelle sur Tweeter que le montant total des aides publiques directes accordées à Eskom depuis la crise de 2008 et jusqu'en 2022 est considérable, au total R221 milliards : R60 milliards 2008-2010 ; R23 milliards en 2015 ; R49 milliards en 2020 ; R56 milliards en 2021 ; R33 milliards en 2022, à quoi s'ajoutent R13 milliards obtenus de

---

<sup>66</sup> 'Parliament: Eskom and SAA crises in focus once more', *Daily Maverick*, 20 February 2020  
<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-02-20-parliament-eskom-and-saa-crises-in-focus-once-more/>

<sup>67</sup> 'Legal threats set to stymie South African unions' Eskom plan', *Engineering News*, 10th March 2020  
<https://www.engineeringnews.co.za/article/legal-threats-set-to-stymie-south-african-unions-eskom-plan-2020-03-10>

<sup>68</sup> 'Energy regulator grants Eskom approval to claw back R13.3bn in tariffs', *Fin24*, 15 May 2020  
<https://www.fin24.com/Economy/Eskom/energy-regulator-grants-eskom-approval-to-claw-back-r133bn-in-tariffs-20200515-2>

<sup>69</sup> 'Eskom could make a R16bn loss in 2020, MPs hear', *Fin24*, 27 May 2020  
<https://www.fin24.com/Economy/Eskom/eskom-could-make-a-r16bn-loss-in-2020-mps-hear-20200527>.

NERSA au titre du Regulatory Cleaning Account (RCA) en mai 2020.

**25 juin.** David Mabuza, Deputy President, précise à l'Assemblée nationale<sup>70</sup> que le gouvernement étudie plusieurs solutions concernant la dette d'Eskom. Il souligne que les municipalités doivent environ R28 milliards à l'opérateur national mais que la dette qui leur est due par divers acteurs atteint R72 milliards, dont R10 milliards d'arriérés pour des ministères nationaux et provinciaux. Il assure que ces R10 milliards seront payés à Eskom après un arrangement avec les ministères concernés.

**14 septembre.** Après 266 jours d'auditions au 11 septembre 2020, la commission Zondo, qui enquête sur la corruption dans les entreprises publiques et la capture de l'État, a pris du retard sur le calendrier initial ; 6 mois de débats publics sont encore nécessaires pour achever les travaux. En raison des très nombreuses ramifications, Eskom a été au coeur des investigations : *"Eskom forms one of the most important focus areas for the inquiry. It ropes in the former president Jacob Zuma and his son Duduzane, government ministers, the Guptas, McKinsey & Company, Tegeta, Regiments Capital, Trillian and Salim Essa, to name a few"*<sup>71</sup>.

**18 septembre.** Dans le duel juridique opposant NERSA et Eskom à propos de l'inclusion ou non des milliards d'aide publique directe versés par l'Etat dans le calcul du montant des revenus annuels accordé à Eskom, duel perdu en première instance par NERSA, le régulateur national est en attente de la décision de la juge de la Haute Cour du Gauteng, Fayeza Kathree-Setiloane, relative à la possibilité de faire appel. Cette question est au centre du calcul de l'augmentation pluri annuelle des tarifs<sup>72</sup>.

**15 septembre.** La dette totale des municipalités à l'égard d'Eskom est estimée à R31 milliards. Eskom a commencé à négocier avec certaines d'entre elles et un premier accord a été finalisé avec la municipalité de Matjhabeng (en langue SeSotho : "where nations meet"), unité administrative de la municipalité de district de Matjhabeng (Free State) dans laquelle est située la ville de Welcom. Pour sécuriser le paiement de la dette (R3,4 milliards), Eskom a obtenu le transfert, à son nom, des titres de propriété municipale de 139 fermes (valeur R2,5 milliards) et les conservera jusqu'au règlement de cette dette. Cet accord résulte d'un ordre donné par la Haute Cour de justice du Free State. La municipalité a retiré sa demande

---

<sup>70</sup> 'Mabuza: To help Eskom, national and provincial debts to councils will be cleared soon', *Fin24*, 25 June 2020

<https://www.news24.com/fin24/economy/south-africa/mabuza-to-help-eskom-national-and-provincial-debts-to-councils-will-be-cleared-soon-20200625>

<sup>71</sup> 'Cautious Zondo sticks his neck out on Eskom (just a bit)', *Daily Maverick*, 14 September 2020  
<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-09-14-cautious-zondo-sticks-his-neck-out-on-eskom-just-a-bit/>

<sup>72</sup> 'Nersa to learn next week if tariff-raising Eskom judgment can be appealed', *Engineering News*, 18th September 2020

<https://www.engineeringnews.co.za/article/nersa-to-learn-next-week-if-tariff-raising-eskom-judgment-can-be-appealed-2020-09-18>

d'annulation du transfert de son compte bancaire (R2,7 millions) à Eskom ; le compte lui a été restitué mais il a été placé sous la surveillance du shériff de la Cour<sup>73</sup>.

**20 septembre.** Un protocole d'accord (Nedlac Eskom Framework Agreement), à finaliser en décembre, est conclu entre NEDLAC (National Economic Development and Labour Council) et Eskom. Il concerne un calendrier d'action sur les infrastructures, l'emploi et une politique de développement calée sur le plan de relance économique du gouvernement<sup>74</sup>. La dette d'Eskom s'élève à R488 milliards, 48 milliards de plus qu'en mars 2019. Eskom essaie de réduire ses coûts et cherche à augmenter son tarif moyen de + 25%.

Mais cette vision est en contradiction avec l'état économique du pays. *“The management of tariffs is seen as critical to ensure affordability, to sustain prudently incurred costs by Eskom and to arrest and reverse a utility death spiral,” says the agreement. The implementation schedule has Eskom reviewing tariff cost structures within a month after the agreement being signed, given the risk that “revenue shortfalls related to Covid-19, if recovered from tariffs could mean that electricity becomes unaffordable”. The Framework Agreement, or social compact, also has government committed to reviewing “the adequacy of the free basic electricity grant in light of the high cost of electricity”, as debt recovery is central. Alongside an end to illegal connections, the Nedlac Eskom social compact wants prepaid metres in every home – ticking the box of boosting localised manufacturing as per the economic recovery proposals.*

*Localised manufacturing is again given practicality on the renewable energy front. Within two months of signing the framework agreement, updates on “local renewable energy manufacturing”, including masterplans, would lead to reports on usage of locally produced and installed solar energy panels. Joint responsibility for this rests with Trade and Industry, Energy and Mineral Resources and business.*

*“Government must enable self-generation by finalising all necessary legislation and regulations expeditiously, and removing any barriers to implementation...” the framework agreement stipulates”.*

**7 octobre.** NERSA obtient l'autorisation de faire appel de la décision de la Haute Cour du Gauteng en date du 8 juillet et qui a jugé illégale la déduction d'apports en fonds propres par l'État du total des revenus attribuables à Eskom, demandant à NERSA de réintégrer la première tranche d'aide de 23 milliards dans l'exercice 2021-2022, le reste devant être comptabilisé dans les deux exercices suivants, ce qui a d'importantes conséquences sur la méthodologie de calcul de l'augmentation pluriannuelle des tarifs administrés<sup>75</sup>.

---

<sup>73</sup> 'Eskom debt battle: Utility secures Free State municipal farms worth R2.5bn', *Daily Maverick*, 15 September 2020

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-09-15-eskom-debt-battle-utility-secures-free-state-municipal-farms-worth-r2-5bn/>

<sup>74</sup> 'Nedlac's framework agreement on Eskom and its implementation schedule are a masterclass in specifics', *Daily Maverick*, 20 September 2020

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-09-20-nedlacs-framework-agreement-on-eskom-and-its-implementation-schedule-are-a-masterclass-in-specifics/>

<sup>75</sup> 'Nersa granted leave to appeal R69bn Eskom equity judgment', *Engineering News*, 7th October 2020

**19 octobre.** Eskom engage le processus de réintégration de R23 milliards dans ses revenus autorisés pour l'exercice 2021-2022 alors que NERSA a fait appel devant la Cour suprême<sup>76</sup>.

Eskom annonce un plan d'extension du réseau de transport (R118 milliards) pour faire face à l'augmentation de 30 GW programmée par les plans d'urgence et l'IRP, et qui permettra de raccorder les installations privés IPPs au réseau<sup>77</sup>.

**30 octobre.** Eskom publie ses résultats d'exploitation et financier pour l'exercice 2019-2020 et annonce une perte de R20,5 milliards (R20,9 milliards en 2018-2019).

**5 novembre.** Eskom demande à NERSA une augmentation de R23 milliards de revenus par rapport à l'arbitrage effectué pour l'exercice financier 2021-2022, la hausse prévue du tarif devant excéder les + 5,22% programmés. NERSA est en cours d'auditions publiques à propos du rattrapage légal (RCA, regulatory clearing account), soit R13,27 milliards pour 2019 (R27 milliards demandés par Eskom)<sup>78</sup>.

**16 novembre.** Eskom menace de déconnecter 92 municipalités du réseau<sup>79</sup>, soit le tiers des municipalités du pays, dont les défauts de paiement sont considérables. Au total, la dette municipale est évaluée par Eskom à R31 milliards au 31 juillet 2020.

**23 novembre.** Un document de 220 pages publié par l'ANC et intitulé Umrabulo Special Edition<sup>80</sup> propose de mobiliser les surplus accumulés par l'Unemployment Insurance Fund (UIF) et le Workmen's Compensation Fund pour financer des interventions de l'État, dont le soutien à Eskom<sup>81</sup> : *"Business and labour would agree that social security funds could be tapped, responsibly, to address social and economic needs, in particular to deal with Eskom, promote small business, provide industrial financing, upgrade basic education in poor*

[https://www.engineeringnews.co.za/article/nersa-granted-leave-to-appeal-r69bn-eskom-equity-judgment-2020-10-07/rep\\_id:4136](https://www.engineeringnews.co.za/article/nersa-granted-leave-to-appeal-r69bn-eskom-equity-judgment-2020-10-07/rep_id:4136)

<sup>76</sup> 'Eskom moves to secure R23bn granted by High Court for 2021, despite Nersa appeal', *Engineering News*, 19th October 2020

<https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-moves-to-secure-r23bn-granted-by-high-court-for-2021-despite-nersa-appeal-2020-10-19>

<sup>77</sup> 'Massive grid investment needed to unlock IRP's 30GW-by-2030 vision', *Engineering News*, 20th October 2020

<https://www.engineeringnews.co.za/article/massive-grid-investment-needed-to-unlock-irps-30gw-by-2030-vision-2020-10-20>

<sup>78</sup> 'Eskom says it needs R23bn more from tariffs in 2021 to remain a going concern', *Engineering News*, 5 November 2020

<https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-says-it-needs-r23bn-more-from-tariffs-in-2021-to-remain-a-going-concern-2020-11-05>

<sup>79</sup> 'Eskom threatens to disconnect power to a third of municipalities in bid to claw back R31 billion' *Daily Maverick*, 16 November 2020

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-11-16-eskom-threatens-to-disconnect-power-to-a-third-of-municipalities-in-bid-to-claw-back-r31-billion/>

<sup>80</sup> <https://www.ancpl.org.za/wp-content/uploads/2020/11/2020-UMRABULO-SPECIAL-EDITION-draft-121120201.pdf>

<sup>81</sup> 'ANC plan to use UIF funds to bail out Eskom slated', *The Mercury*, 23 November 2020

<https://www.iol.co.za/mercury/news/anc-plan-to-use-uif-funds-to-bail-out-eskom-slated-c0347662-262e-42b2-8d87-5b5fc1efc0c2>

*communities and increase incomes for the working poor. They may also be needed to deal with the likely coronavirus outbreak.” Cette solution est rejetée par la South African Federation of Trade Unions, dont le deputy secretary general, Moleko Phakedi affirme : “We reject that with the contempt it deserves. It is misplaced and I don’t think it is going to go down well with workers. I can tell you the workers will reject this – both employed workers and the unemployed. UIF is workers’ money”.... “Bailing out Eskom will be to put the money with fat cats and big executives”.*

Le COSATU annonce qu'une commission a été formée pour étudier le document, mais souligne sa défiance à l'égard de l'ANC : *"the ANC could not be trusted to implement policies"*. Des analystes politiques font remarquer que la proposition de l'ANC n'est pas du tout claire à propos d'Eskom : s'agit-il d'un financement de fonds propres ou bien d'une aide au désendettement ? Le porte-parole de la DA pour le travail, Michael Bagraim, s'interroge par ailleurs sur la légalité de l'action proposée et rappelle également que ces surplus n'appartiennent pas au gouvernement et qu'il ne peut pas en disposer : *“The money does not belong to the government, it belongs to the employees of SA, and now you are using someone else’s money to bail out Eskom. The government puts nothing in – the employee puts in 1% and the employer puts in 1% every month. People religiously pay knowing it’s there for a rainy day”.*

**27 novembre.** L'agence de notation Fitch dégrade la note d'Eskom, arguant de la lenteur de sa réforme, de l'absence de clarté concernant les relations financières entre les trois entités prévues, des difficultés de mise en oeuvre du plan de redressement technique et des incertitudes pesant sur la dette de l'opérateur public<sup>82</sup>.

**8 décembre.** Dans le cadre des discussions sur la dette d'Eskom, un accord est signé entre les partenaires sociaux lors du 25ème sommet annuel du NEDLAC (the National Economic Development and Labour Council) sur les principes devant guider une transition "juste" vers les énergies renouvelables et décentralisées pour les travailleurs du secteur charbon et les communautés qui en vivent. Le Deputy President David Mabuza, qui préside l'Eskom Political Task Team, souligne que cet accord est accompagné d'un programme d'action détaillé. Il est rappelé que la dette d'Eskom, R484 milliards, doit être ramenée à environ R200 milliards pour pouvoir rembourser à la fois le capital et les intérêts. Les mesures de mobilisation financière doivent être annoncées un mois après la signature de l'accord. Le COSATU, initiateur du processus de discussion, rappelle les 35 types d'intervention destinés à stabiliser Eskom et à reconstruire l'opérateur public, parmi lesquels :

- *ensuring the security of workers’ jobs;*
- *tackling corruption and wasteful expenditure and holding the culprits to account;*
- *reducing a bloated management and their exorbitant perks;*
- *reviewing all contracts with Eskom to ensure that they are legal and affordable;*
- *establishing clear control systems to ensure quality coal is supplied to Eskom;*
- *compelling Eskom to enter the renewable energy generation space;*

---

<sup>82</sup> 'More junk: Fitch pushes Eskom deeper into the scrap heap', *Daily Maverick*, 27 November 2020 <https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-11-27-more-junk-fitch-pushes-eskom-deeper-into-the-scrap-heap/>



- putting in place clear just-transition processes to ensure that coal power stations and mines reaching the end of their lifespans were converted to other energy generation technologies, or repurposed for alternative economic activities;
- a debt recovery plan for all debtors, in particular municipalities and other large defaulters;
- ramping up investment in expanding energy generation capacity;
- placing Eskom on a sustainable debt trajectory so that it can prioritise investment in maintenance and generation expansion and thus reduce load-shedding; locally producing renewable energy technologies and components in areas where jobs were at risk; and
- producing electric and hydrogen-fuelled vehicles locally<sup>83</sup>.

**9 décembre.** La presse s'interroge sur le dilemme auquel Pravin Ghordan, ministre des Entreprises publiques, est soumis et à propos duquel il reste silencieux : mobiliser l'épargne des fonds de pension pour sauver Eskom ou laisser Eskom risquer la faillite financière<sup>84</sup>. L'accord du 8 décembre ouvre la possibilité de mobiliser cette épargne via le Public Investment Corporation (PIC). Pour certains juristes, cette option est probablement la seule que le gouvernement peut adopter mais avec des conséquences considérables sur les dépenses publiques : *"Fasken pension funds lawyer Rosemary Hunter says that using retirement savings to bail out Eskom is of course a concern, but what else can the government do? "It has to keep the lights on to keep the economy going and to avoid a jobs bloodbath. If it goes pear-shaped it will cut the defence, health, education, etc budgets. So we will all hurt. But what is the alternative ?"*

Cependant, l'accord du 8 décembre n'est pas clair sur le choix des options possibles, revendre des parts de capital social à des fonds de pension ou lever du capital par émissions de nouvelles obligations, sachant que le gouvernement n'est plus en état de garantir des obligations compte tenu de l'état des finances publiques. Or, lors de l'exercice 2019-2020, Eskom a affiché une perte de R20,5 milliards tout en devant rémunérer les détenteurs d'obligations garanties (R31,2 milliards). Dans les deux cas de figure optionnels, le manque de confiance dans la gestion des finances publiques et l'incertitude sur le devenir d'Eskom n'encouragent ni les gestionnaires des fonds de pension, ni les ceux des fonds d'investissement, à s'engager dans l'aventure : *"Stronger governance and accountability must be part of the social compact if any investment is to succeed and Eskom is to avoid the mistakes of the past"*.

**13 décembre.** A l'issue d'une longue enquête sur les irrégularités commises lors d'un appel d'offre concernant la mega centrale de Kusile, commencée en août 2018 et conduite par des unités spéciales sud-africaines en collaboration avec des agences de sécurité états-uniennes<sup>85</sup>, un accord est conclu le 11 décembre entre Eskom et la filiale sud-africaine de la

---

<sup>83</sup> 'Social partners ink compact on reducing Eskom's debt and facilitating 'just transition' to renewables', *Engineering News*, 8th December 2020  
<https://www.engineeringnews.co.za/article/social-partners-ink-compact-on-reducing-eskoms-debt-and-facilitating-just-transition-to-renewables-2020-12-08>

<sup>84</sup> 'Eskom's debt is a double-edged sword', *Daily Maverick*, 9 December 2020  
<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-12-09-eskoms-debt-is-a-double-edged-sword/>

<sup>85</sup> 'ABB: SA subsidiary of Swiss automation firm to pay back R1.56bn to Eskom', *Daily Maverick*, 13 December 2020  
<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-12-13-abb-sa-subsiary-of-swiss-automation-firm-to-pay-back-r1-56bn-to-eskom/>

firme suisse ABB, Eskom récupérant R1,56 milliards. Une procédure a aussi été lancée pour récupérer R3,8 milliards détournés par la famille Gupta (sur la prédation réalisée par le clan Gupta, voir Bhorat *et. al.*, 2017 ; Eberhard et Godinho, 2017 ; Hofstatter, 2018) et Eskom réclame également R95 millions à PwC pour frais illégaux de consultance.

**14 décembre.** Calib Cassim, directeur financier d'Eskom, rappelle que la restructuration en elle-même ne suffira pas pour régler les problèmes financiers, en particulier celui de la dette et de son remboursement. En 2020, les montants respectifs des intérêts et du capital à rembourser atteignent R36 milliards et R58 milliards et, sur le quinquennat 2021 à 2025, il faudra rembourser R142 milliards d'intérêts et R197 milliards de capital<sup>86</sup>.

Il indique également qu'il est nécessaire de revoir les tarifs en les basant sur les coûts réels (*"The price of electricity in South Africa must migrate towards a cost-reflective tariff that covers prudent and efficient costs to ensure the long-term viability of the electricity supply industry and restore Eskom's independent financial sustainability," he argued. Eskom estimated a cost-reflective tariff to be about 26% higher than its current tariff of 105c/kWh*). Il confirme par ailleurs qu'Eskom négocie toujours les modalités de réduction de la dette avec le Trésor national et le ministère des Entreprises publiques.

Andre de Ruyter souligne qu'à l'issue de la signature de l'accord du 8 décembre entre les partenaires sociaux, il convient de rester prudent sur les options proposées : *"De Ruyter said it would be premature to outline the debt-reduction options being considered or speculate on timing of a transaction or series of transactions. He stressed, however, that any concerns that bondholders could be forced to take a "hair cut" were unfounded. "None of that is on the table at all"*.

**17 décembre.** Intensification du débat et des discussions sur les modalités d'allègement de la dette d'Eskom par recours aux fonds de pension des salariés de la fonction publique et aux fonds finançant les systèmes d'aide aux chômeurs, au total R1,91 trillion (1 910 milliards de rands) gérés par la Public Investment Corporation (PIC), dont les responsables négocient avec le Trésor National<sup>87</sup>. Leur proposition consiste à convertir R95 milliards de la dette d'Eskom déjà détenue par la PIC en capital social. Cependant, cette solution fait craindre que d'autres entreprises publiques déficitaires et endettées recourent à la même solution, fragilisant la PIC et provoquant l'inquiétude d'une partie des salariés. *"While the Congress of South African Trade Unions, a key ally of the ruling African National Congress, has backed using PIC funds to help Eskom, other labor groups, including the 235 000-member Public Servants Association, and business leaders have opposed it."* Le fonds de pension des salariés d'Eskom est lui-même hostile à ce recours : *"Eskom's own employee pension fund has signaled resistance to the idea. It doesn't want to change the "risk-return characteristics" of its R2-billion investment in the company's debt or add to the holding, said Chief Investment Officer Ndabezinhle Mkhize."*

<sup>86</sup> 'Eskom debt could be stand in the way of securing external funding', *Fin 24*, 15 December 2020, <https://www.news24.com/fin24/economy/south-africa/eskom-debt-could-stand-in-the-way-of-securing-external-funding-20201215>

<sup>87</sup> 'Eskom's bailout emerging as equity swap by biggest bondholder', *Engineering News*, 17th December 2020

[https://www.engineeringnews.co.za/article/eskoms-bailout-emerging-as-equity-swap-by-biggest-bondholder-2020-12-17/rep\\_id:4136](https://www.engineeringnews.co.za/article/eskoms-bailout-emerging-as-equity-swap-by-biggest-bondholder-2020-12-17/rep_id:4136)

Cependant, toutes les autres solutions ont aussi leurs revers. Proposer par exemple une reconversion de la dette en capital social à une partie ou à la totalité des détenteurs de cette dette pourrait ainsi conduire les agences de notation à sanctionner Eskom pour défaut de paiement. *“We could lower the rating by one or more notches if the utility undertakes a debt restructuring, which, in our view, could be tantamount to a default,” Standard & Poors’ said in a November 25 statement*”. Par ailleurs, la conversion de la dette en obligations souveraines pourrait inonder le marché et perturber les détenteurs d'obligations d'Etat (R2,62 trillions, soit 2 620 milliards de rands) ; or, la dette d'État est déjà mal classée par les agences de notation. Reste la piste de la finance verte en contrepartie des engagements de réduction d'émission de CO2 avec la fermeture de centrales, mais aucune précision n'a été jusqu'ici fournie. Finalement, *“Everybody knows Eskom needs to do something about its debt, no one knows what that looks like,” said Olga Constantatos, head of credit at Futuregrowth Asset Management, which has R194-billion under management, including Eskom debt”... “It’s in a utility death spiral as well as a debt spiral”*.

**25 décembre.** Dans une interview à Biznews<sup>88</sup>, Andre de Ruyter fait état de la décision d'Eskom de mettre en vente une partie de son patrimoine, environ 7 000 actifs souvent en mauvais état et/ou disponibles (terres vacantes avec leurs lignes électriques de desserte, mines, immeubles de bureau, commerciaux et résidentiels) dont la valeur totale est estimée à environ R10 milliards.

### III. La dé-intégration en marche : vers la séparation de la transmission, acte 1, en 2021

**27 janvier :** Andre de Ruyter confirme sa démarche prudente à propos de la première étape de dé-intégration d'Eskom prévue en mars 2020. Il souligne que l'urgence est de restaurer la stabilité du système, que cette première séparation pose des problèmes surtout d'ordre financier (transfert des actifs et relations avec les prêteurs, type de taxation, audits et faisabilité), et met l'accent sur les risques encourus : *“For us to rush into full legal separation from day one creates a number of risks : transfer of assets, our lenders will be very concerned about the assets that they have loaned us money against” along with other considerations, De Ruyter told Johannesburg-based broadcaster eNCA. There’s a lot of planning that needs to go into the unbundling and restructuring of Eskom*<sup>89</sup>. De même, il s'oppose à la position du ministre des Finances, qui est favorable à la privatisation d'Eskom, tout en insistant sur la nécessité de recourir aux IPPs.

**Mars.** Publication de *Rethinking Eskom: Lessons from electricity sector reforms in India and Mexico*

The International Institute for Sustainable Development publie une étude intitulée

<sup>88</sup> Eskom CEO De Ruyter shares plan to offload properties worth R10bn', *Biznews*, 25th December 2020

[https://www.biznews.com/wealth-building/2020/12/25/power-utility?utm\\_source=dlvr.it&utm\\_medium=twitter](https://www.biznews.com/wealth-building/2020/12/25/power-utility?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter)

<sup>89</sup> Eskom CEO plans operations overhaul; slower breakup mulled', *Engineering News*, 27th January 2020

[http://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-ceo-plans-operations-overhaul-slower-breakup-mulled-2020-01-27/rep\\_id:4136](http://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-ceo-plans-operations-overhaul-slower-breakup-mulled-2020-01-27/rep_id:4136)

*Rethinking Eskom: Lessons from electricity sector reforms in India and Mexico*, (Geddes et al., 2020). Parmi les conclusions de cette étude, on peut retenir les idées suivantes :

(i) chaque réforme doit être adaptée à un contexte dans lequel les questions de la pauvreté et du coût de l'électricité pour les PME sont majeures

(ii) la dé-intégration seule, conduite sans réforme du système tarifaire, n'aura qu'un faible impact sur les coûts, les tarifs/prix et ne résoudra pas les problèmes financiers d'Eskom

(iii) le système de subvention pour les plus démunis doit être repensé et concentré sur ceux qui en ont le plus besoin

(iv) une transition juste doit prendre en compte la question de l'emploi (pertes et gains, balance entre les deux)

(v) une réforme accompagnée d'une participation privée à la production électrique dans un contexte compétitif abouti au développement rapide des énergies renouvelables. La question des partenariats public-privé et celle des échelles d'action (individus, municipalités, etc.) doivent donc être posées.

**21 mai.** Andre de Ruyter affirme que la fin de l'année 2021 fixée pour achever la dé-intégration légale d'Eskom est "agressive"<sup>90</sup> mais qu'il est bien décidé à suivre le calendrier défini dans la 'Roadmap for Eskom in a Reformed Electricity Supply Industry' présentée en octobre 2019 par le ministère des Entreprises publiques. Il souligne de nouveau la grande complexité du processus et sa durée, au mois 3 ans dans les cas connus et qui ont abouti à une solution viable. Pour le moment, la "divisionalisation", nouveau terme qui est progressivement substitué à celui de dé-intégration, est engagée avec la nomination des 3 responsables des 3 segments, Bheki Nxumalo pour la production, Segomoco Scheppers pour la transmission et Monde Bala pour la distribution. Enfin, il rappelle que la stabilité financière peut être atteinte en ramenant la dette à R200 milliards et en ayant une marge de 35% sur les ventes.

**3 juin.** Lors d'une présentation à des juristes<sup>91</sup>, Andre de Ruyter annonce que le calendrier de la séparation légale d'Eskom en trois entités diverge de celui figurant dans la Roadmap for Eskom in a Reformed Electricity Supply Industry publiée en octobre 2019. Ce document du MPE prévoyait l'achèvement de la procédure de divisionalisation en juin 2021 et celui de la procédure légale de séparation en décembre 2022. Mais la première étape de la division est prévue par Eskom en décembre 2021, la deuxième étape en mars 2022 et aucune date n'est fixée pour la séparation légale. Andre de Ruyter souligne que cette date dépend d'éléments qu'Eskom ne contrôle pas (procédures juridiques). Pour le moment, les responsables des 3 divisions ont été nommés, chaque division a déjà engagé une gestion financière distincte et les calculs des parts respectives dans la dette du groupe sont en cours, comme ceux concernant les revenus et le cash flow. Andre de Ruyter défend à nouveau sa position : "We

<sup>90</sup> 'Eskom committed to 'aggressive' end-2021 unbundling timeline', *Engineering News*, 21th May 2020

<https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-committed-to-aggressive-end-2021-unbundling-timeline-2020-05-21>

<sup>91</sup> 'Eskom-informs-lawmakers-it-will-not-meet-dpes-unbundling-timeline', *Engineering News*, 3 June 2020

<https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-informs-lawmakers-it-will-not-meet-dpes-unbundling-timeline-2020-06-03>

*are not going slow by divisionalising. This approach allows us to prototype and road-test the three different divisions before we go to a legal unbundling and that will de-risk the legal restructure and legal separating programme," ; "Clearly, when we go through a corporate reorganisation effort such as the divisionalisation programme there are concerns that can be raised by lenders and they are very important stakeholders to us and, therefore, we need to bring them on board".*

**22 juin.** Dans une interview à Fin24<sup>92</sup>, Andre de Ruyter réaffirme que la séparation d'Eskom est à la fois inéluctable (*"I think if you look at trends in the energy and electricity industry, the days of the vertically integrated monolithic utility like Eskom are behind us"*) et constitue un atout pour attirer les investisseurs privés vers la production électrique, un secteur de compétition ouverte (*"In the view that we will have less coal fired generation capacity going forward, we need to structure ourselves in a way to attract private investment to come in and compete and give us the most effective way of generating electricity in South Africa..."*). *"That is why we are having to separate into three entities, setting ourselves up to enable this new era of electricity generation in South Africa by allowing new entrants into the business"*. Pour lui, la transmission est cependant un monopole naturel et il n'est pas souhaitable d'avoir deux transmetteurs-distributeurs se disputant le marché. Vendre le réseau de transmission, qui est un actif national, n'aurait pas de sens.

**13 août.** Dans un entretien télévisé, Andre de Ruyter se prononce pour une accélération du calendrier de la division d'Eskom en 3 entités<sup>93</sup>.

**21 août.** Le chef de l'unité de transmission d'Eskom (Segomoco Scheppers, Eskom Transmission CEO) fait le point sur la séparation d'Eskom en 3 entités et souligne que la séparation totale nécessite des changements importants du cadre réglementaire national, donc de la politique énergétique existante si on veut respecter le calendrier du DPE et la Roadmap pour Eskom, publiée en novembre 2019. Le plan de dé-intégration, désormais appelée "divisionalisation", doit aboutir à une séparation légale des 3 entités en 2024. Pour le moment, la division Transmission a été autonomisée (ringfenced) et est devenue ITSO (Independent Transmission System Operator). Ses agents ont commencé à tester un marché interne à Eskom, plus précisément la mise en concurrence des centrales pour fournir l'électricité ; les règles et procédures sont en place, les outils de collecte et de comparaison des prix le sont aussi. *"A market operator is being piloted internally to gauge how the ITSO could support competition between Eskom power stations and we will be looking to see whether we can open up the mechanism to external parties, which would be the ideal"*<sup>94</sup>.

---

<sup>92</sup> 'De Ruyter: Eskom restructure will be critical in attracting future investment, *Fin24*, 22 June 2020  
<https://www.news24.com/fin24/economy/eskom/de-ruyter-eskom-restructure-will-be-critical-in-attracting-future-investment-20200622>

<sup>93</sup> 'Eskom CEO Andre de Ruyter talks to Business Day TV about the plans to split the utility into three' 13 August 2020 - 07:25 Business Day TV  
<https://www.businesslive.co.za/bd/companies/energy/2020-08-13-watch-why-the-eskom-split-needs-to-happen-soon/>

<sup>94</sup> 'Eskom Transmission head says policy, legislative and regulatory changes needed to facilitate unit's full independence, *Engineering News*, 21 August 2020  
<https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-transmission-head-says-policy-legislative-and-regulatory-changes-needed-to-facilitate-units-full-independence-2020-08-21>

Cependant, pour avancer dans le processus, il faut élaborer une politique formelle avec les règles du jeu du nouveau marché national, les codes de pratiques, les formes de régulation, etc.

A ce stade, ITSO assure 4 fonctions, incluant une agence centrale d'achats (Central Purchase Agency, CPA), qui remplace l'ancien Single Buyer Office. C'est un dispositif de transition qui prépare la création d'un marché national pour les vendeurs et les acheteurs d'électricité et la mutation d'ITSO en ITSMO en ajoutant le M de Market

- (i) CPA gère le système d'achats et les engagements d'Eskom, dont ceux pris avec les IPPs.
- (ii) opérateur de marché
- (iii) opérateur du système de transmission
- (iv) planification, extension et maintenance du réseau

*“There are still a number of issues that have to be done, including finalising a pricing design that is aligned with a future electricity system, as the fully bundled electricity tariff is no longer appropriate. We believe it’s going to be necessary to unbundle it so it is clear what is the energy and what is the network charge.”<sup>95</sup>*

Un des problèmes compliqués à résoudre est celui de la conjugaison des temporalités entre l'adaptation du réseau à l'IRP2019 (temps long, il faut 8 à 10 ans pour absorber une nouvelle capacité de 10 000 MW) et la montée en puissance des énergies renouvelables (réalisée sur un temps court, 12 à 19 mois).

**14 décembre.** Lors de la présentation des résultats intermédiaires de l'exercice 2020-2021 (en septembre 2020 : profit de R83 millions mais les pertes prévues pour l'ensemble de l'exercice atteignent R22,1 milliards ; les arriérés de paiement des municipalités passent de R25,1 milliards au 30/09/2019 à R32,9 milliards au 30/09/2020<sup>96</sup>), Andre de Ruyter souligne l'importance de la future création d'ITSMO et indique que l'acte 1 de la séparation du nouvel opérateur public de transmission reste bien fixée au mois de décembre 2021. Il reconnaît toutefois que la réussite de cette séparation dépendra non seulement de la capacité d'Eskom à transférer le capital fixe, les emplois, les contrats et les emprunts en cours de l'actuel secteur transmission, mais aussi de facteurs extérieurs, en particulier du processus juridique complexe de légalisation, car il faut que le futur ITSMO soit totalement indépendant pour rassurer les investisseurs. Cette indépendance pourrait survenir plus tôt que prévu, contrairement à ce qui avait été annoncé antérieurement<sup>97</sup>.

*“That would have resulted in a very protracted process towards the implementation of the ITSMO. We have developed an internal plan and we believe that plan allows us to accelerate the establishment of the ITSMO, with a view to putting that in place by the end of next calendar year.”*

*He said the modality selected to facilitate the acceleration was the retention of the ITSMO as a wholly-owned, yet independently governed, subsidiary of Eskom, as allowed for under*

---

<sup>95</sup> *Id.*

<sup>96</sup> 'Eskom posts small profit — and says reliability maintenance programme is in full swing', *Daily Maverick*, 14 December 2020 <https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-12-14-eskom-posts-small-profit-and-says-reliability-maintenance-programme-is-in-full-swing/>

<sup>97</sup> 'Eskom outlines streamlined restructuring model to deliver independent grid company by end-2021', *Engineering News*, 14th December 2020 <https://www.engineeringnews.co.za/article/eskom-outlines-streamlined-restructuring-model-to-deliver-independent-grid-company-by-end-2021-2020-12-14>

*Section 66(4) of the Companies Act. The legislation allows for an independent board and for State-owned companies to have their boards appointed by an external party.*

*“The reason why this is an important nuance is that we, under no circumstances, wish to create any risk of default under our loan agreements and, therefore, if we have a wholly-owned subsidiary that risk is mitigated.*

*“If we are required to completely legally separate the ITSMO, we will have to renegotiate loan conditions for some 167 different loan agreements, which will be extremely time consuming, but also extremely risky in terms of the potential for triggering a default event.”*

### **Vers un changement du régime technopolitique d'Eskom et avec quelles conséquences à l'échelle municipale ?**

Au-delà des rituelles postures politiciennes à propos du devenir d'Eskom, les évolutions observées sur les trois principaux fronts de l'année 2020 montrent combien l'opérateur électrique national, dont les nouveaux dirigeants se débattent tant bien que mal pour tenter de stabiliser le réseau, constitue une arène majeure du politique dans laquelle s'expriment ouvertement les fractures au sein de l'ANC, mais aussi celles qui se multiplient entre ANC, COSATU, syndicats et associations. De ce point de vue, Eskom demeure un objet technopolitique remarquable pour scruter les rapports de force internes au gouvernement et à l'ANC ainsi que les disjonctions croissantes entre le parti dominant et ses partenaires historiques avec lesquels a été forgée la coalition politique dominante depuis 1994.

Qu'Eskom soit un objet technopolitique n'est certes pas une nouveauté, de même que l'idée de sa dé-intégration n'en est pas une ; le projet figurait déjà dans le Livre blanc sur l'énergie, publié en 1998, qui préconisait une séparation des fonctions, l'introduction de la concurrence dans le domaine de la production et l'organisation d'un marché électrique, toutes mesures finalement abandonnées en 2004 (Jaglin et Dubresson, 2016 : 34-35). Mais ce qui pourrait être nouveau est le changement amorcé de régime technopolitique avec la séparation de l'opérateur public en trois entités destinées à devenir indépendantes les unes des autres, mais aussi indépendantes, du moins en théorie, de l'intrusion directe du pouvoir d'État dans la gestion des nouvelles entreprises publiques.

Si la dé-intégration en cours aboutit effectivement à l'existence de trois entreprises publiques filiales de la même holding mais ayant chacune leur propre mode de gouvernance, leur propres objectifs socio-techniques et de rentabilité, alors le régime technopolitique néopatrimonial (Jaglin et Dubresson, 2016), qui a été conforté durant la présidence Zuma, sera transformé au bénéfice d'un autre régime dont le pilotage ne serait plus dépendant des chevauchements permanents entre une entreprise publique et des élites politiques l'utilisant comme un instrument de rente privée. Quand le nouveau dispositif sera en place, s'il l'est..., il faudra s'interroger sur sa nature en mobilisant des corpus qui retravaillent la notion d'État développemental en l'infléchissant (Palmer *et. al.*, 2017) et en élaborant un cadre d'analyse permettant de comprendre l'accélération de l'introduction de mécanismes de marché au sein d'un ensemble qui demeure une propriété publique, belle occasion de croiser les démarches critiques des analystes néomarxistes du néolibéralisme et les critiques de ces démarches pour lesquelles la mobilisation du concept de néolibéralisme, y compris dans sa dimension d'adaptation locale, ne permet pas de tout expliquer.

Surtout, la mise en oeuvre du processus de création d'ITSMO, première étape de la dé-intégration générale, ouvre de nouvelles perspectives à l'échelle municipale. Dans les

années 2000, l'une des tentatives de réforme du secteur électrique, la régionalisation de la distribution, avait déjà fortement secoué le modèle municipal redistributif (hors desserte directe des citoyens et des entreprises par Eskom). L'échec de la création des REDs (Regional Electricity Distributors) a été en partie dû à la capacité de résistance des municipalités, singulièrement les plus grandes et les plus peuplées d'entre elles, à statut de métropole.

Aujourd'hui, les rapports de force ont changé. L'état pitoyable des finances municipales, à de rares exceptions dont celle du Cap, le boulet de leurs arriérés de paiement vis-à-vis d'Eskom ainsi que les luttes intestines dans les métropoles gouvernées par des coalitions fragilisent la capacité de résistance commune ; de plus, 2021 est l'année des élections locales. C'est dire que le contexte est moins, ou pas du tout, favorable à la montée en puissance de résistances municipales coordonnées à l'échelle nationale. Seuls quelques gouvernements métropolitains (Le Cap, Durban, Johannesburg) cherchent à desserrer le carcan administratif en s'emparant des mesures ambiguës de décompression réglementaire prises en 2020 (Dubresson, 2021, à paraître). La bataille juridique engagée depuis 2015 par la municipalité du Cap contre le DoE, puis le DMRE (et non terminée au moment où ce document est rédigé) au sujet de l'interprétation des textes de loi lui permettant d'acheter de l'énergie électrique à de grands producteurs privés sans passer par Eskom illustre cette résistance, de même que sa proposition d'élaborer un mini IRP local, emboîté dans l'IRP national et qui (re)donnerait des droits d'accès à des quotas planifiés ainsi que des droits d'achat directs auprès de fournisseurs diversifiés.

Pour Eskom comme pour les municipalités que l'opérateur public fournit en gros avec un monopole de fait mais non de droit, l'année 2021 devrait être un tournant important. La première phase de séparation du secteur transmission devrait être achevée et quelques caractéristiques de la nouvelle configuration du paysage électrique devraient apparaître plus clairement. Côté municipal, les enjeux électoraux, la campagne de vaccination contre la Covid-19 et les conditions et modalités de sortie de l'état de pandémie pourraient occulter en partie la question du modèle électrique. Il reste qu'à court terme, l'essor des installations solaires photovoltaïques urbaines privées ainsi que les changements attendus du système électrique national contraignent les municipalités à repenser leur propre modèle et à traiter le problème de son hybridation.

### Références bibliographiques

Bhorat H., Buthelezi M., Chipkin, I., Duma S., Mondli L., Peter C., Qobo M., Swilling M., Friedenstein H., 2017, *Betrayal of the Promise : How South Africa is Being Stolen*, Johannesburg, University of Johannesburg, Public Affairs and Research Institute, PARI (State capacity research project), <https://pari.org.za/wpcontent/uploads/2017/05/Betrayal-of-the-Promise-25052017.pdf>

Dubresson A., 2021 (à paraître), *La décompression réglementaire sous contrainte dans le secteur électrique sud-africain en 2020 : une chronologie*, Document de travail de l'ANR Hybridelec

Eberhard A., Godinho C., 2017, *Eskom Inquiry. Reference Book. A Resource for Parliament's Public Enterprises Inquiry., Civil Society, Journalists & Engaged Citizens*, Cape Town, University of Cape Town, Graduate School of Business.  
<http://www.gsb.uct.ac.za/files/Eskom%20Enquiry%20Booklet%20Sept%202017.pdf>



*Eskom: Moving From Crisis Towards A More Sustainable Future*, 2019, Cape Town Power Futures South Africa, the University of Cape Town's Graduate School of Business, October 2019.

<https://www.powerfutures.org/updates/2019/12/5/eskom-moving-from-crisis-towards-a-more-sustainable>

*Eskom Transformed. Achieving a just energy transition for South Africa*, 2020, Published by the Alternative Information & Development Centre (AIDC) Transnational Institute (TNI), and Trade Unions for Energy Democracy (TUED) Cape Town, New York and Amsterdam July 2020  
<https://www.egsa.org.za/actors/eskom/eskom-transformed-achieving-a-just-energy-transition-for-south-africa/>

Geddes A., Bridle R., Mostafa M., Roth J., Sanchez L., Garg V., Scholtz L., Fakir S., 2020, *Rethinking Eskom : Lessons from electricity sector reform in India and Mexico*, International Institute for Sustainable Development (IISD), Winnipeg, Manitoba, Canada,, Global Subsidies Initiative, Genève, March 2020.

<https://www.iisd.org/publications/rethinking-eskom-lessons-electricity-sector-reform-india-and-mexico>

Godinho C., Hermanus L., 2018, *(Re)conceptualising State Capture - with a Case Study of South African Power Company Eskom*, Conference Paper prepared for the Public Affairs Research Institute's State Capture and Its Aftermath : Building Responsiveness Through State Reform, 22-24 October 2018, Johannesburg.

[http://www.gsb.uct.ac.za/files/Godinho\\_Hermanus\\_2018\\_ReconceptualisingStateCapture\\_Eskom.pdf](http://www.gsb.uct.ac.za/files/Godinho_Hermanus_2018_ReconceptualisingStateCapture_Eskom.pdf)

Hofstatter S., 2018, *Licence to Loot. How the plunder of Eskom and other parastatals almost sank South Africa*, Johannesburg, Penguin Random House South Africa.

Jaglin S. Dubresson A., 2016, *Eskom. Electricity and Technopolitics in South Africa*, Cape Town, Juta/UCT Press.

Jaglin S., Dubresson A., 2020, *Petites installations PV et revenus municipaux dans les villes du Western Cape. Hybridation et mise en question d'un modèle redistributif*

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02900207>

Kessides, I. N., 2020, *The decline and fall of Eskom. A South African tragedy*, London, The Global Warming Policy Foundation, Report 45

<https://www.thegwpcf.org/content/uploads/2020/06/Decline-Fall-Eskom.pdf>

Ndlovu S., P., 2020, *Determinants of Eskom's Key Financial Ratios*, Master of Management in Finance and Investment, Johannesburg, University of the Witwatersrand, Faculty of Commerce, Law and Management, Wits Business School, April 2020.

Palmer I., Moodley N., Parnell S., 2017, *Building a Capable State. Service Delivery in Post-Apartheid South Africa*, London, Zed Book Ltd.

Wright J., Calitz J., 2020a, *Setting up for the 2020's. Addressing South Africa's electricity crisis and getting ready for the next decade*, V1.0, Pretoria, CSIR Energy centre, January 2020.  
<https://researchspace.csir.co.za/dspace/handle/10204/11282>

Wright J., Calitz J., 2020b, *Setting up for the 2020's. Addressing South Africa electricity crisis and getting ready for the next decade....and now Covid-19*, CSIR, August 2020  
[https://cisp.cachefly.net/assets/articles/attachments/82989\\_20200723-brochure-settingup2020s.pdf](https://cisp.cachefly.net/assets/articles/attachments/82989_20200723-brochure-settingup2020s.pdf)

## ANNEXES

### ANNEXE I : interview d'Andre de Ruyter par Chris Yelland

#### INTERVIEW: ANDRE DE RUYTER I

##### **Eskom boss on restructuring needed to meet future vision**

By Chris Yelland • 16 April 2020

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-04-16-eskom-boss-on-restructuring-needed-to-meet-future-vision/>

**In an interview with Chris Yelland of EE Business Intelligence, Eskom CEO Andre de Ruyter shares his thoughts on the end-state of the electricity supply industry and where things are going with the restructuring, divisionalisation and unbundling of Eskom. Further articles from the interview will cover financial, operational and environmental sustainability issues.**

*It is now 14 months since the Minister of Finance announced that a chief restructuring officer (CRO) would be appointed to restructure Eskom. What is the current status and content of the CRO's report?*  
That report was supposed to have been issued by the middle of February 2020. It has not been forthcoming and we are not *au fait* with the contents of that report.

We did receive a very short briefing on what the major recommendations were going to be and I think that there will be broad alignment in the findings of the CRO.

But until such time that the report has been publicly released, it is very difficult for us to comment on the timelines, when it's going to be released, or what the content of that report will be.

*What is your personal vision for the future electricity supply industry (ESI) of South Africa and how do you see the role of Eskom, municipal electricity distributors, public-private partnerships (PPPs), independent power producers (IPPs), industrial co-generators and distributed self-generation in the future ESI?*

If you look at Eskom today, I think it's fair to say that it is an anomaly in the global utility world. We are arguably one of the last remaining vertically integrated utilities and it is clear that we have to change to accommodate a far broader range of business models in each of the different divisions of Eskom – generation, transmission and distribution.

We have to migrate from a model that is dominated by Eskom, to one where we have a multiplicity of different generators, including PPPs and more IPPs (whether they be renewable energy or fossil-fuel-based). We need to allow industrial co-generation for own use, as well as for generating into the grid. We also need to accommodate a model of distributed self-generation, which I think is going to be one of the key challenges, and so will probably be the last step.

I also see a future where Eskom is far more focused on operating the transmission grid, providing access to a number of different generators and an increasing number of IPPs. As far as electricity supply and distribution is concerned, I think there should be a greater role for local utilities and municipalities.

But if you look to enabling this, I think it is clear it will take time – it can't all happen quickly. It must happen in a way that takes account of a number of key risk elements, and the key risk is the R450 billion debt that Eskom is carrying right now. We have to reach the end-state while solving the debt conundrum – a very challenging problem, indeed.

*Are you supportive of the Eskom roadmap announced in October 2019 that Eskom will be unbundled into three subsidiaries as a first step toward the creation of an independent transmission grid system and market operator (ITSMO) and unbundling of Eskom Generation? If so, why are you now delaying the creation of three separate legal entities (subsidiaries) within Eskom?*

To the first part of your question: yes, I am fully supportive of the roadmap. I think it speaks to the restructuring of the ESI that addresses the anomaly of a vertically integrated Eskom. But I would

disagree with the suggestion that I'm delaying the creation of three separate legal entities. In fact, I think I am actually enabling and accelerating that process.

The precipitous legal unbundling of Eskom creates a number of very significant risks and if we don't address these we might end up with a very messy legal, commercial and also financial situation which could significantly delay the restructuring. Let me point out just some of these risks.

If you start to unbundle the company, you create separate asset bases and lenders would become very concerned about their security. One also needs to consider the assessed tax loss that Eskom has built up, to the tune of some R60 billion over the past few years, which is an asset that could be forgone or lost if one proceeded with unbundling without understanding the tax issues. There are also significant regulatory licensing and tariff unbundling issues that have to be addressed, as well a multitude of other issues.

So, leaving aside issues such as staff consultation within various of the different entities, the unbundling, restructuring or legal separation – call it what you will – is an enormously complex exercise. If you look at Old Mutual, it took them about 3.5 years from inception to completing their unbundling.

For us to try and do all this at the stroke of a pen would create risks that we first need to manage. We need to prototype and then road-test the plans to make sure, before we finally pull the trigger on legal separation, that we actually have three separate businesses that are able to stand alone. One could argue I am de-risking an accelerated process of legal separation.

*How urgent is the need for an ITSMO to establish an efficient, diversified electricity generation sector, providing non-discriminatory grid access on economic grounds without the conflicts of interest with Eskom being both the dominant generator and controlling access to the grid?*

I think it's very important that we set up this ITSMO and that we do it right. We have strategies in place to allow us to do this over time, while taking into account the risks that I have just referred to.

In the meantime, we need to manage perceptions that exist of conflicts of interest between Eskom being both a generator and the operator of the transmission grid. Clearly, legal separation is the ideal solution to achieve this.

But, in order to arrive at this end-state, we want to proceed with the separation process in a structured and risk-averse way, rather than rushing in and creating problems. The end-state is very clear – we want to get to Cape Town. But the question is: do we go via Bloemfontein or do we go via Kimberley?

*As I see it, the creation of three legal entities (subsidiaries) under Eskom Holdings has morphed into creating three divisions, with the same divisional executive in the position of CEO, and the same management team as before. What is the current status of the divisions, the new CEOs and boards, and what actually is different now?*

I think what has changed is that now, for the first time, we have three separate boards that previously did not exist. So, the dynamic at a business level has already started changing. Now, for the first time at a divisional board level, we are talking about things like profit.

This may come as a bit of a surprise to you, but previously the focus was on revenue at an Eskom Group level, and not that much about profit at a divisional level. So, the initial focus is on running these three divisions as separate businesses, that each needs to make money on a stand-alone basis. This is an important culture change that has to be got right before we move on to legal separation.

So, I think the divisionalisation approach is an interim step on the road to legal separation. In order to get to legal separation, we have to get these divisions running as businesses first. The boards have been set up, the first meetings have been held and the new managing directors have been appointed.

As yet, we haven't incurred any significant additional costs because we have appointed the same executives as before. The boards and executives are not independent of Eskom Holdings, and for as long as they remain wholly-owned as divisions or subsidiaries of Eskom Holdings this will be the case, very much like in any industrial conglomerate.

We have made progress and I think we are moving along to achieve independent, stand-alone businesses. **DM**

**INTERVIEW: ANDRE DE RUYTER II****Eskom CEO on debt and financial issues facing the troubled electricity utility**

By Chris Yelland • 19 April 2020

**This second article based on an interview by Chris Yelland of EE Business Intelligence with Eskom CEO Andre de Ruyter on 15 April 2020 covers the debt and financial issues facing South Africa's troubled national electricity utility.**

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-04-19-eskom-ceo-on-debt-and-financial-issues-facing-the-troubled-electricity-utility/>

*Mr De Ruyter, at a recent investor briefing, Eskom anticipated a R5-billion revenue shortfall in FY 2020/21 as a result of the Covid-19 lockdown. Some analysts suggest a decline of R20-billion is more realistic. What are your thoughts and contingency plans to address possible cash-flow shortfalls if this were to materialise?*

We have estimated that the impact of the lower electricity consumption resulting from the current lockdown equates to about R2-billion to R2.5-billion as a reduction in our cash flows. Of course, the impact on our revenue line is greater, but there is also a saving by virtue of the fact that we burn less coal and diesel, so there are fairly large primary energy cost savings.

At this point, we don't know whether the lockdown is going to be extended further. We don't know the rate of recovery of the economy once industry reopens and people return to work, or whether there will be a structural reduction in electricity consumption. These are very difficult things for us to call.

We find ourselves in a very uncertain environment where there are lots of scenarios and hypotheses. So, what we need to do is prepare ourselves for whatever the global economy might throw at us.

There is also no doubt that we need to look very carefully at all of the expense items in our income statement, including some of our coal contracts, especially the short- and medium-term coal contracts that come in at a significant premium to our cost-plus and fixed-price coal contracts.

We need to look at our capital allocation, where we have a significant opportunity to improve the way in which we measure, prioritise and allocate capital. We need to be far more scrupulous in this regard.

We also need to look at the R140-billion we spend on procurement per annum and the premium that we pay on this. Procurement is a very significant lever that we have to pull and we haven't fully explored how we can drive down our procurement costs.

Regarding staffing, we have a constraint in that government has limited us in respect of potential forced retrenchments, so that is not an option open to us at this time. But looking at all the above, it is clear we need to improve our cost base very significantly through the levers at our disposal, if we want to be successful.

With our understanding of the current situation, we are of the view that we will not have to approach government for further cash support at this point in time, and we know that government is quite constrained, and that it is unlikely that this would be forthcoming in any case.

I have already engaged with my executive team and told them to manage their costs, manage their procurement, scrub their capex, and get those numbers down, because we don't have the luxury of abundant support from the fiscus, regardless of what happens after Covid-19.

I think that the local economy is going to find itself in a very tough position, and we need to cut our cloth accordingly.

*You have identified Eskom's R450-billion debt as the immediate financial risk facing Eskom. What is your preferred option for debt restructuring? Government taking over and servicing a portion of Eskom debt? Establishing a special purpose vehicle to house this debt? Debt/equity swaps? Sale of assets?*

Yes, Eskom's debt, and the associated capital repayment and interest costs, are the immediate and most difficult challenges that the organisation faces.

We need to look at our revenue, and in the current depressed economic environment, sales are likely to remain flat, if anything. There is also a potential downside risk if forecasts of a 6% contraction in

the South African economy are anything to go by. Since implementation of the lockdown, we have already seen electricity demand go down by 7,500 to 9,000 MW, which is clearly already a significant impact.

We also need to look at our tariff structure, and it is very important for us to look at an appropriate benchmark of cost-reflective tariff, not to subsidise cost inefficiency on the part of Eskom, but to achieve a tariff that is in fact reflective of our costs.

Then, of course, there is the matter of government equity injections. The government has announced that it will make available R250-billion as an equity injection over the next 10 years, with a nett present value (NPV) of about R150-billion. What that means is we have an answer for a certain portion of our debt, but it's not a complete answer. There is, of course, the minor detail of Nersa classifying this equity injection as revenue, which is something that we are challenging in the courts, as you are aware.

I am not particularly in favour of a special purpose vehicle (SPV). In all the different proposals, the reasons for this SPV have not been made clear to me yet. I think we should be looking at solving the Eskom debt issue, rather than carving out the debt and parking it in a new entity without any assets, without a balance sheet and without a revenue stream to service that debt.

We have to be alive to the fact that our lenders will, in all probability, not take kindly to an SPV unless all of the debt is guaranteed by the fiscus. Given the state of the South African economy and the constraints that the fiscus is facing, it is going to be very difficult for government to issue such a guarantee without this further impinging on the credit rating of the sovereign.

However, there are opportunities for "green financing". Many of the development finance institutions (DFIs) that are lenders to Eskom, are keen to support a decarbonisation of Eskom and the South African economy. We are one of the world's largest emitters of CO<sub>2</sub>, and carbon is a global issue. It is a bit like Covid-19 in that one can't pretend that carbon has borders like some of the other environmental issues.

We have old coal-fired power stations, with 8,000 to 10,000 MW that should be retired over the next 10 years. These have a footprint of some 34-million tonnes of CO<sub>2</sub> per annum, which is about 15% of our overall CO<sub>2</sub> emissions. While any free marketeer would frown on this, Eskom is a monopoly, and this means we are able to guarantee access for green energy to the electricity grid.

From a lender's perspective, this is a very important advantage because it gives them security of revenue. We are also a state-owned enterprise, and this means the sovereign can guarantee and provide security for the transformation of Eskom into a greener entity – not simply a financial guarantee, but a performance guarantee that Eskom will actually do what it commits to doing by virtue of government being the shareholder.

The last challenge we have is an economy which is in quite a poor state and in need of a stimulus, including the need for a just energy transition for coal communities. But if we play our cards right, we can convert these challenges into advantages that will attract additional financing linked to a decarbonisation profile.

We can then use this to address both our existing debt issue, while at the same time ensuring a just transition for the communities currently dependent on coal in the eastern highveld of Mpumalanga, to make sure that we don't leave ghost towns behind as we retire some of the old coal-fired power stations.

So, I think some of these disadvantages actually create very interesting and exciting strategic opportunities for South Africa, and also for Eskom going forward. – *EE Business Intelligence*. **DM**

### **INTERVIEW: ANDRE DE RUYTER III**

#### **Eskom plans to convert old coal mines and plants into gas, solar and wind power generators**

By Chris Yelland • 21 April 2020

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-04-21-eskom-plans-to-convert-old-coal-mines-and-plants-into-gas-solar-and-wind-power-generators/>

**This third article from the interview by Chris Yelland with André de Ruyter on 15 April 2020 covers Eskom's response to climate change and the need for a just energy transition in South Africa towards a greener future.**

*With Eskom being the country's largest emitter of CO<sub>2</sub> through the burning of coal for power generation, what is Eskom doing to reduce its carbon footprint, what are the key ingredients for unlocking a just energy transition in South Africa, and what role should Eskom be playing in this transition?*

I must stress that Eskom fully recognises the importance of climate change and the fact that it has a negative impact, not only on the world, but in particular on South Africa as well.

South Africa is a signatory to the Paris Agreement and, therefore, as a major emitter of greenhouse gasses, we need to contribute to global efforts to address climate change. But that implies there is going to be a very wrenching adjustment from an economy built on cheap coal and cheap energy to an economy that is far more resilient and far less reliant on carbon.

The structural underpinnings of our economy have not changed yet and we are not very well prepared for the energy transition that is underway globally. That does not mean we can resist the energy transition. I think we need to accelerate very quickly on this long road in order to catch up and take advantage of the latest developments in technology.

If you look at the cost curves for renewable energy, compared to those for fossil-based energy, it is clear the technology developments and affordability of renewable energy have been such that you cannot afford to ignore this. It is beyond any doubt that wind and solar energy will play a key role in our energy portfolio and mix going forward. But that does not mean we will be able to back out of coal overnight.

This is going to be a long passage as we wind down our reliance on coal and, unfortunately, I think we will be a major coal consumer and hence a major emitter of greenhouse gasses and associated pollutants for some time.

We are now on the verge of retiring some of our older coal-fired power stations. This affords us the opportunity to consider repurposing them to natural gas and to use the vacant land around those power stations, where we can rehabilitate open-cast mines for solar or wind power generation.

These properties are now owned by Eskom to use and you may be aware that Eskom recently issued a [request for expressions of interest and proposals](#) for the repurposing of decommissioned coal-fired power stations, with a closing date of 10 June 2020.

Some may see old coal-fired power stations that have reached the end of their economic life, and are heavy emitters of carbon and also other pollutants, as a liability. We see these as potential assets and exciting opportunities that can be used to create a just transition.

These opportunities provide a future for communities that have helped develop this country and allowed us to benefit from mining and using coal for low-cost electricity generation for the last 60 years. We cannot just leave them in the lurch, leaving ghost towns and communities behind as festering political, social and economic wounds.

So, the call for expressions of interest and proposals on our website is an indication of the seriousness with which we take this repurposing. We believe that, if we do this right, we can also enable solutions to the significant decommissioning costs we would have to incur.

By extending the life of these power stations we can enable a just social transition and a just energy transition. At the same time, this will allow some of the private entities and communities that have expressed an interest in investing in these repurposed power stations to participate with us in public-private partnerships (PPPs).

You may be familiar with the Tennessee Valley Authority that repurposed a coal-fired power station. They were able to save anything between 30% to 35% of the capital cost of building a greenfields gas-fired power station by repurposing an old coal-fired power station. This gives an idea, from an economic perspective, of the fantastic opportunity we have.

Again, this is a perceived disadvantage that we are seeking to turn into a plus.

*Of course, there must be significant savings in jobs that one can effect at these old power stations and at the old coal mines themselves, by taking advantage of the existing skills and infrastructure,*

*roads, schools, clinics, even grid connections. This must surely lead to massive job and cost savings in such a transition?*

Correct. And, Chris, I think there are further benefits here that we should explore.

We need to drive an appropriately structured local content plan for our renewable energy programme, along the lines of the motor industry development programme. We should be thinking about special economic development zones in the Witbank/Middelburg area for the manufacture of all manner of products used in renewable energy projects.

We have already had engagements with some of the DFIs [development finance institutions] and the appetite for this sort of effort is really something very positive. Organised labour obviously views this with interest and supports this initiative as well, because it addresses many of the concerns they have about an energy transition.

This can give rise to the rejuvenation of an area that has been decimated by a de-industrialisation that has taken place over the past decade or so. From an Eskom point of view, this also drives the consumption of electricity, which of course we favour.

So, it becomes a virtuous circle, rather than a vicious circle. That is the vision that we are working on. We are sitting here on the cusp of either an opportunity or an economic catastrophe for the coal industry. I think we can, to coin a phrase, beat our coal shovels into wind turbines and solar panels.

*It is often stated Eskom needs to have an active role in renewable energy, as affirmed in the ANC's election manifesto. Do you have a plan for Eskom to be active in this space and, with current realities, can Eskom compete in the highly competitive and well-established global developer market?*

Chris, as I have explained, yes, we do think we have a role to play in the renewable energy space.

We see ourselves not as competition to private investors and developers. We see ourselves as partners and enablers. We are aware that, unlike private enterprise, we have many other objectives we are required to fulfil as a state-owned enterprise.

We see that potentially we can use the assets of our old coal-fired power stations that are being retired as a contribution of equity in kind in possible public-private partnerships. I think this is a great opportunity for us to leverage off, without requiring more cash from the fiscus and hence the taxpayer, in order to enable a just transition.

So, yes, we have got plans and these plans have to be pragmatic, implementable and affordable, and it is going to be quite a challenge to implement all of this over the next decade or so. — *EE Business Intelligence. DM*

## **INTERVIEW ANDRE DE RUYTER IV**

### **Addressing the R450bn question of Eskom's shaky relationship with Nersa**

By Chris Yelland • 23 April 2020

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-04-23-addressing-the-r450bn-question-of-eskoms-shaky-relationship-with-nersa/>

#### **On lessons learnt as a former customer of Eskom...**

*In the past, the companies you served were key customers of Eskom, and you are now sitting on the other side of the table from them. What lessons do you think Eskom has to be alive to – particularly in a post-Covid-19 world? What has to change at Eskom?*

As a customer, I learnt that there are significant gains to be had from energy efficiency as a key cost-saving driver for industry generally. If I look at what Andrew Liveris did at Dow Chemicals about 10 years ago, he said, "let's reduce energy consumption at Dow by 25%", and in the following year he achieved this. He then said: "let's take out another 25%", which he also duly did. So that's one example.

Another example is my experience in Germany, where, as you probably know, the price of electricity is among the highest in the world. But at the same time, Germany is the second-biggest exporter of manufactured goods. So, clearly, the notion that low-cost electricity is the key enabler to industrial success is something that we need to challenge.

It is true that South Africa does not have the fiscal space, and Eskom doesn't have the cost base, to enable it to deliver electricity as a competitive advantage.



But having said this, I think we need to recognise that our industrial customers are primarily on the Megaflex tariff, which includes a cross-subsidy from these industrial customers to other customers to a tune of about R9-billion per annum. I would argue that a better way of addressing the need for some cross-subsidy to lower-income residential customers is a straight transfer from the fiscus, rather than cross-subsidisation via the tariffs. There is also an environmental levy amounting to about R8-billion which is borne by industrial customers.

In discussions with our key industrial customers, they have indicated that removal of these cross-subsidies would make them significantly more cost competitive. If you do the maths, the removal of these two subsidies could see a 6% to 11% reduction in electricity costs to industrial customers, depending on their load profile, which is a really significant cost saving.

So, if we want to enable manufacturing and industry in South Africa, then one also has to look at the tariff structure itself.

#### **On Nersa and the price of electricity...**

*Customers of electricity across the board say Eskom's electricity prices are too high, while Eskom says its electricity prices are too low, and must rise by 30% to be cost-reflective. In the meantime, it appears that Eskom's relationship with the regulator, Nersa (National Energy Regulator of South Africa), has broken down. What is to be done?*

That is the R450-billion question right there, Chris. It is a difficult question, and we understand no one likes an increase in the price of what is essentially a grudge purchase, namely electricity.

We cannot and will not rely on electricity tariff increases to bail us out. We are not asking customers to cross-subsidise our inefficiencies. We are saying: Give us electricity tariffs that are reflective of normal, appropriate, benchmarked costs. This is what we have proposed to Nersa.

Unfortunately, when we disagree with Nersa's determinations, the recourse that we have under current legislation is for us to take the decisions on review in the courts. This is not where we as a utility want to be, nor is it something we particularly relish. But it is something that we are required to do to resolve our differences.

If you look at the recently gazetted Integrated Resource Plan for electricity, IRP 2019, it indicates the average price of electricity should be about R1.33 per kWh, while our current tariff average is at R1.02 per kWh. This difference means we are sitting with a revenue shortfall of about R67-billion a year. This is not a figure that Eskom has dreamed up itself – it is a number based on the cabinet approved IRP.

However, we don't think that Nersa's multi-year price determination (MYPD) methodology is being adhered to currently, where the regulator is providing a return on assets that is close to zero. Of course, we do need to get our cost-base under control, and I have previously alluded to some of the areas where I believe we can do better.

One of the major cost elements in our income statement is the interest bill of R28-billion to R30-billion per annum. So, a reduction and refinancing of Eskom debt, including the potential of green financing, becomes very important, as this could significantly increase the viability of Eskom as a going concern, and arrest the so-called utility death spiral.

So, in terms of the MYPD methodology, it is our contention that Nersa must ensure Eskom's sustainability as a business by ensuring adequate returns and incentives for new investment while limiting excessive returns.

World electricity cost benchmarking indicates that our electricity prices are still quite low. I think we, as a country, therefore need a mindset change in respect of affordable electricity tariffs, and we need a dramatically different approach to electricity pricing.

#### **On Medupi and Kusile...**

*Some 12 years after starting construction, Medupi and Kusile are still not completed, and those units that are in commercial service are not performing properly. In the meantime, cost overruns have brought Eskom to its knees. What still has to be done to complete these projects and sort out the poor performance?*

At Medupi, we have achieved commercial operation on Units 6, 5, 4, 3 and 2, with Unit 1 undergoing commissioning, but already providing up to 600MW into the grid. We are also seeing steady increases in the energy availability factors of the units at Medupi.

But we do have to address a number of problems arising at Medupi – the milling plant and its reliability, and boiler exhaust air temperature into the downstream pulse-jet fabric filter plant for particulate emissions. So, there is a significant amount of rectification work that still has to take place in order to get Medupi to the point where it can perform as advertised.

The same mill plant performance and exhaust air temperature issues as above apply to Kusile. There are also challenges with the gas air heater, the induced draft (ID) fans, and blocked bags in the pulsed-jet fabric filters, that have caused delays at Kusile.

As you know, we also have had issues with some of our contractors and their financial stability, which have exacerbated some of the delays at both Medupi and Kusile. So, we are dealing with each of these issues as they occur.

Looking at the project timelines, we expect the last unit at Medupi (Unit 1) will achieve commercial operation by December 2020. At Kusile, we expect to get Unit 2 to commercial operation by July this year, Unit 3 by September this year, Unit 4 by June 2022, Unit 5 by June 2023 and Unit 6 by December 2023.

Looking back at these projects as they were initially conceptualised, I think it is fair to say that we didn't do adequate up-front design on the projects, and our project execution methodology, with Eskom acting as the single point of control over the multiplicity of different sub-contracts, was in all probability flawed. There were a large number of interfaces that were difficult for us to manage, and the schedule was, in my view, incredibly aggressive, which caused us to compromise on some of the design optimisation and improvements.

Even as we are in the process of commissioning a number of units, we are now having to fix some of those initial design decisions that were made under a lot of pressure at the time, and that puts us in a very challenging situation.

**On municipal and Soweto arrear debt...**

*Recent revelations within Parliament's standing committee on public accounts (Scopa) indicate a total disarray in government efforts to make any progress in addressing Eskom's municipal arrear debt. What is the current level of this debt, and what will be the impact of the Covid-19 lockdown and economic slowdown?*

Total municipal arrear debt (excluding Soweto) is now sitting at about R28.3-billion, with Soweto arrear debt at about R19.6-billion. These are very large numbers, and we need to take firm steps to arrest the ever-increasing arrear debt.

We have shown in our engagements with Emfuleni (Vaal Triangle) municipality, where we obtained an order of court to attach some of their assets and are in the process of reaching a payment agreement that will be converted into a further court order, that we are willing to take a strong line on overdue debt to ensure that electricity delivered is paid for.

The challenge at a constitutional level is that we are not dealing with different "tiers of government", but rather with different "spheres of government". While this may sound like semantics, what it means is that the department of cooperative governance and traditional affairs (Cogta) simply does not have the authority to instruct municipalities to pay, which would have been possible if you had a "tiered" system of government.

We have received good political support from the president, the finance minister and government officials. After the president and finance minister's statements that Soweto residents must pay up, we saw an uptick of payment rates in Soweto from 12% to about 25%.

So there has been support. But the way our country is organised from a constitutional perspective is such that central government cannot simply instruct municipalities to do its bidding. That's the reality we have to face and navigate our way around.

So, this is an ongoing challenge, and there are obviously a number of complex associated political, economic and social issues arising. But we are dealing with this in a firm, business-like manner, and we are trying to protect our rights and revenue to the extent that we can. **DM**

## **INTERVIEW ANDRE DE RUYTER 5**

### **How Eskom plans to cut back on air pollution**

By Chris Yelland • 10 May 2020

<https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-05-10-how-eskom-plans-to-cut-back-on-air-pollution/>

This is the fifth article from the interview by Chris Yelland with André de Ruyter. It covers Eskom's non-compliance with the minimum emission standards of South Africa, and the views, solutions and way forward envisaged by the new CEO for the embattled national electricity utility in this regard.

#### **On plans to avoid installing flue gas desulphurisation (FGD) plant at Medupi...**

*There has been massive air pollution for years from Eskom's coal-fired power stations, resulting most recently in a damning non-compliance notice issued by the Department of Environment, Forestry and Fisheries (DEFF) in respect of Kendal, with demands for shutdowns and action plans. Other than end-of-life decommissioning and applying for compliance exemptions, are there any plans to upgrade Eskom's coal-fired power stations, specifically in respect of SO2 emissions, to comply with the laws of South Africa?*

Yes, Chris, we have plans, and we are costing these plans. For example, we are investigating the cost vs benefit of the project to install a flue gas desulphurisation (FGD) plant at Medupi in order to meet SO2 emission requirements. It is estimated that the FGD plant for Medupi will cost some R42-billion, which is exceptionally expensive, and there are other considerations that need to be borne in mind.

First of all, the FGD plant at Medupi would consume electricity – about 900 MW – in order to operate. So, the nett energy delivered into the grid will go down, while per unit CO2 emissions, measured in tonnes of CO2 emitted per unit of MWh generated into the grid, will go up.

In addition, substantial quantities of water will be required to operate the FGD plant. Medupi is located near Lephalale in Limpopo Province, a very arid area of South Africa. So, we will have to divert scarce water resources to Medupi at great cost if we are to proceed with the FGD plant there.

We will also need to rail in substantial quantities of limestone in order to operate the FGD plant at Medupi. Just the cost of transporting this limestone to Medupi, let alone the cost of the limestone itself, is estimated at about R22-billion over a 20-year period.

These are very significant factors to bear in mind, considering that at ground level, the Lephalale ambient air quality is significantly better than the minimum requirements of the air-quality standards in respect of SO2. Again, the distinction between stack point emission standards and ambient air-quality standards is important.

So, rather than installing the FGD plant at Medupi, we are investigating if it is possible rather to deploy the R42-billion to accelerate the repurposing of our old coal-fired power stations, which will have a far more significant impact on air quality in the Mpumalanga airshed. These plans are being developed and discussed, and if we are able to get the approval of the relevant authorities for this plan, the overall air quality in South Africa will see an improvement.

This will also accelerate the so-called “just energy transition”, and we will be able to shift funds on which we would earn a negative return, to projects on which we can earn a positive return, and in this process contribute to the financial sustainability of Eskom going forward.

#### **On Eskom's plans to reduce the health impacts of poor air quality...**

*With studies commissioned by Eskom itself indicating that burning of coal in its power stations results in significant health impacts and more than 300 premature deaths a year, does Eskom have any concerns about a class-action by persons, families and communities that suffer damages as a result of Eskom's pollution, including chronic illness and the loss of life, ability to work and income?*

Of course, the best way to avoid a class action is to address the fundamental and underlying problems, and we have been working at this for quite some time, in fact since the early 1980s.

The most concerning air pollution consists of particulate matter based on ambient air-quality monitoring, and not necessarily point emission measurements at the power station stack. This is an important distinction to bear in mind when considering pollution and the impacts of the various pollutants on the general public.

In conjunction with plans to retire older coal-fired power stations, our current emission reduction plan will see a decrease in particulate emissions of some 63% over the next 15 years. So, we are

addressing this matter and it will take time. But we are very cognisant that this needs serious attention.

We are also rolling out a sizeable air-quality offset programme intended to improve the quality of air breathed by communities near our power stations. This arises from studies done independently, both locally and internationally, which show the most significant air pollution contributors to poor health in these communities occurs from the burning of coal with high volatiles content at the low temperatures typical of indoor domestic cooking and heating applications. So, this programme will involve helping communities with fuel, switching from burning coal and paraffin indoors, to use of electricity and gas, together with improved ceiling insulation.

In the Vaal area, which is different from Mpumalanga, communities do not use coal to the same extent for cooking and heating. What we see there is that the pollution at ground level is primarily from the burning of waste in poor communities. So, we are investigating and collaborating with local authorities to reduce this burning of waste. Of course, one of the ways to do this is simply to improve the collection of waste.

We intend to start the roll-out at 5,800 houses within the next few months, dependent on the duration of the lockdown, which is a factor that has really disrupted much of our planning throughout Eskom. This initial phase will then be followed with offset interventions in several communities in Mpumalanga, and also the Vaal area, which will eventually impact some 32,000 households.

Thus, we conservatively estimate that we will be touching the lives and improving the health of more than 150,000 people who are currently exposed to indoor air pollution. So, both from an Eskom emissions perspective as well as from emissions that are not attributable to Eskom, we are trying our best to improve air quality.

#### **On the legacy of coal and the way forward...**

*If just one 10th of the 300+ persons who die prematurely each year from the burning of coal by Eskom were to die prematurely from radiation sickness at Koeberg, I am sure the NNR would shut the power station immediately. Why is it different for coal, and why is the death of a worker on site treated so differently from an off-site death caused by Eskom's business activities?*

This is a regrettable historical legacy that is attributable to the fact that we are emerging from a coal-dominated energy mix. As you know, the average age of our power stations is 32 years, and these power stations were constructed in an era when emissions compliance legislation was significantly more lax than it is today.

Retrofitting our power stations now with air pollution control equipment is going to be very time-consuming and very expensive. With the benefit of hindsight, we now know better the negative impacts of burning coal to generate electricity. To this end, and to mitigate these impacts, we are actively pursuing our end-goal of sustainable development.

You will be aware, based on the previous interviews that I have had with you, that we are pursuing a just transition for coal communities that will eventually enable us to see improved health, social and economic benefits. But this is not going to happen quickly. It will take time, and the sooner we kick-start this programme the better, and the sooner we will be able to see the improvement that we are all seeking.

#### **On the decommissioning of Eskom's old coal-fired power stations...**

*Early retirement of Eskom's ageing fleet will benefit air quality, human health and the climate, and save substantial retrofit costs and water. Can you be more specific about the decommissioning plans and timing for Eskom's ageing, non-compliant power stations? Or is this dependent on financial and operational considerations, with peoples' health being the sacrificial lamb?*

Chris, Eskom is working towards the closure of its older coal-fired power plants on the trajectory indicated in the integrated resource plan for electricity, IRP 2019. This is fully disclosed in the IRP, and also in the Department of Public Enterprises roadmap for the restructuring of Eskom and the electricity supply industry in South Africa.

We have already placed a number of our older and less efficient coal-fired generator units – some 14 units totalling 1,969MW – in long-term preservation, and we don't anticipate that these will return to

service. This is already contributing to lowering our emissions footprint. Furthermore, we will be retiring approximately 8,000MW to 10,000MW of coal-fired power plant over the next 10 years, and this will result in a reduction of at least 30% in our NOx and SO2 emissions.

However, electricity needs to be generated in order to sustain the economy. For this purpose, we are actively working towards the repurposing of our older coal-fired power stations which are due for decommissioning. We have thus issued calls for expressions of interest from both business and the general public for ideas on how best to do this, and how to accelerate the repurposing.

#### **On perceptions of a lack of transparency and disclosure by Eskom...**

*There was a recent ruling by Department of Environment, Forestry and Fisheries Minister Barbara Creecy against her own department, which, supported by Eskom and others, tried to withhold disclosure of information on Eskom's emissions for the next five years, and its plans to reduce these. Why did Eskom object to such disclosure, and what lessons has Eskom learnt from this ruling by Minister Creecy?*

Eskom has, for a long time, been disclosing its greenhouse gas emissions in our Integrated Development Report — since 1990, long before it was a legislative requirement to do so. We were also making data available on the Eskom website.

The objection we had to the disclosure was based on a 2015 forecast of greenhouse gas emissions for 2018/19 and early 2020. Our objection was that we felt this forecast was out of date and based on factors and parameters that were applicable at that time, and not reflective of where we are today. So, there is no objection to disclosing the greenhouse gas emissions, provided we do it with up-to-date information, and we will share this with DEFF, and also with the general public.

The lesson we have learnt here is that there is a perception, and it's more than just a perception, that Eskom is not sufficiently transparent, and I know that you are one of those who are advocating for greater and more timely release of information, particularly when it comes to generation.

We are working on this, and we are going to be improving our transparency and disclosure. We are benchmarking Eskom with other utilities internationally, and once we have an appropriate template for such disclosure, we will be able to share more information on a real-time basis with the public.

#### **DM**

*Chris Yelland is managing director of EE Business Intelligence.*

## **ANNEXE II : Résumé de l'interview de A. de Ruyter par C. Yelland**

### **Sur la restructuration**

CY: 14 mois ont passé depuis que le ministre des finances a annoncé la nomination d'un CRO (chief restructuring officer), mais où en est-on de son rapport ?

AdR: il devait être disponible à la mi-février, mais cela n'a pas été le cas et je ne sais pas quel est le contenu du texte. On a reçu un briefing sur les grandes recommandations, mais tant que le rapport ne sera pas publié, il est difficile de faire un commentaire à son sujet.

CY: Quelle est votre vision personnelle du futur du système électrique et comment voyez-vous le rôle d'Eskom par rapport aux producteurs privés, aux énergies décentralisées, à la co-production?

AdR: Eskom est une anomalie dans le monde actuel des entreprises publiques. C'est un des derniers modèles intégrés et nous devons changer ce modèle en développant des modèles spécifiques pour chacune des trois branches, production, transmission et distribution. Il faut évoluer vers une multiplicité de producteurs, permettre plus d'auto-production (own use) pour les industries et plus de productions privées connectées au réseau. Nous devons aussi soutenir un modèle de production décentralisée (distributed), un grand défi et qui devrait être la dernière phase de transformation. Je vois aussi Eskom comme un opérateur de transmission, fournissant un accès large aux producteurs actuels et aux producteurs privés, qui sont de plus en plus nombreux. S'agissant de fourniture et de distribution, je pense que les municipalités et des entreprises locales devraient jouer un plus grand rôle. Mais si vous envisagez tout cela, il faudra du temps, d'autant plus qu'Eskom a R450 milliards de

dette et qu'il faut avoir réglé ce problème quand nous serons arrivés à la dernière phase de restructuration.

### **Sur Eskom roadmap et Itsmo**

Bien sûr je suis favorable au calendrier établi en octobre 2019, mais je démets l'idée selon laquelle je retarderais la dé-intégration annoncée. Celle-ci crée des risques significatifs qu'il faut prendre en compte en termes commercial et financier. Quelques uns de ces risques. Si vous commencez à dé-intégrer, vous créez des entités séparées et les créanciers sont attentifs à la sécurité financière. Il faut aussi considérer le problème des taxes et la perte de taxes occasionnée, environ R60 milliards. Il y a aussi le problème des rapports entre dé-intégration et tarif. Donc, dé-intégration, restructuration ou séparation légale, appelez cela comme vous voudrez, c'est un exercice énorme et complexe. A Old Mutual, il a fallu 3,5 ans pour achever tout le processus. Nous devons tester un prototype pour être sûrs que chacune des trois entités sera viable par elle-même. Il faut dé-risquer le projet et éviter de créer de nouveaux risques en nous précipitant.

Dans l'état actuel, il y a 3 divisions avec 3 boards distincts pour la première fois, et la dynamique des affaires est en train de changer dans chaque division, où il est désormais question de profit, ce qui est une surprise. Avant, c'est le revenu à l'échelle du groupe qui était central. L'objectif est de gérer chaque division comme une affaire profitable, ce qui est un changement considérable de culture qui doit être opéré avant la séparation. La 'divisionnalisation' est donc un premier pas vers la séparation légale. Les nouveaux boards et les nouveaux directeurs ont été nommés, mais ils ne sont pas indépendants de l'actuel Eskom Holdings SOC Ltd. ; ce sera le cas quand les divisions deviendront de vraies filiales.

### **Sur les problèmes financiers**

CY: Covid-19 et pertes estimées, R5 milliards ?

AdR: de R2 à 2,5 milliards sur les liquidités en tenant compte des réductions d'achats d'intrants (charbon, gazole..), mais à ce stade, on ne sait pas combien de temps la crise économique va durer, ni quelles seront les modalités de reprise de la consommation électrique. Il y a plusieurs scénarios et hypothèses, beaucoup d'incertitudes et il faut aussi se préparer aux conséquences de la crise mondiale sur notre économie. Il n'y a donc pas de doute sur la nécessité de revoir nos contrats d'achat de charbon à court et moyen termes, nos types de contrats (cost plus et fixed-price contracts). Pas non plus de doute sur celle d'examiner les R140 milliards d'achats (procurement). Pour le nombre d'employés, il y a forte une contrainte sociale qui pèse sur le gouvernement et la réduction n'est pas à l'ordre du jour. Mais si on regarde tout cela, nous devons diminuer nos coûts de production.

Nous n'avons pas besoin de faire appel à une nouvelle aide du gouvernement en termes de cash.

### **Concernant la dette de R450 milliards.**

Nous devons déjà regarder nos revenus dans le contexte de récession, la demande restera faible et les projections de perte de croissance, - 6%, ne sont pas favorables. Depuis le début du confinement, la perte de vente varie de 7 500 à 9 000 MW.

Je ne suis pas favorable à la création d'un véhicule spécial (SPV), qui n'est pas clair pour moi. Nous devrions penser à une solution qui ne passe pas par le transfert d'une partie de la dette dans une nouvelle entité dépourvue d'immobilisations et sans flux de revenus pour rembourser la dette. Et compte tenu des contraintes financières de l'État, la question de la garantie des montants de ce SPV reste posée. Cependant, il y a des possibilités de financement vert (green financing) soutenant une décarbonation d'Eskom. D'ici 10 ans, 8 000 à 10 000 MW de centrales à charbon doivent disparaître (34,2 millions t de CO<sub>2</sub>/an, 15% de nos émissions totales) et nous pouvons garantir un accès à notre réseau aux énergies renouvelables et contribuer à verdir Eskom. Nous devons assurer une juste transition pour les travailleurs du charbon et ne pas laisser des villes fantômes derrière nous quand nous fermerons les centrales. Cela forme un tout si nous jouons bien nos cartes.

### **Sur la reconversion du parc de centrales et la transition énergétique**

Il faudra du temps pour assurer la transition énergétique et pour s'affranchir de notre dépendance du charbon. Eskom va fermer des centrales. Nous pouvons les reconverter avec du gaz et utiliser les terrains autour (mines à ciel ouvert), qui sont la propriété d'Eskom, pour développer le solaire et

l'éolien. Nous avons diffusé une RFEIP (request for expression of interest and proposal) pour tester les possibilités (date finale 10 juin) de transition énergétique juste techniquement et socialement. Nous encourageons les partenariats entre firmes privées et communautés locales en nous inspirant du modèle de la Tennessee Valley Authority, qui a économisé 30-35% du coût de construction de centrales à gaz en reconvertissant d'anciennes centrales à charbon.

Il faut penser les opérations de notre programme d'énergies renouvelables en favorisant les achats locaux, comme l'industrie automobile le fait. On devrait aussi développer des zones économiques spéciales (ZES) dans l'aire Witbank/Middleburg pour faciliter l'installation d'entreprises fournisseurs d'intrants des énergies renouvelables. Nous pouvons faire renaître une région touchée par la désindustrialisation, ce qui est aussi favorable à la demande en électricité. Créer un cercle vertueux contre un cercle vicieux.

Pour la transition énergétique, nous devons être un partenaire des producteurs privés et un facilitateur. Nous avons des plans, pragmatiques, faisables techniquement et financièrement.

#### **Sur la dette et les relations avec Nersa**

Prenons deux exemples concernant le coût de l'énergie. Dow Chemicals a diminué sa consommation d'énergie de 25% en une année puis de 25% encore ensuite. En Allemagne, le prix du kWh est un des plus élevés du monde et pourtant le pays est le second exportateur de produits manufacturés...l'idée selon laquelle un bas coût du kWh est un atout pour le développement industriel doit donc être discutée. Dans le système Eskom, avec ses contraintes, il y a des subventions croisées des industriels en faveur des ménages consommateurs, environ R9 milliards/an. Mon argument est qu'il y a une meilleure manière de soutenir les ménages à bas revenus qu'en pratiquant des subventions croisées au sein des tarifs, par des transferts fiscaux par exemple. Il y a aussi la taxe environnementale qui pèse sur les industriels (R8 milliards). Si on fait un calcul, le déplacement de ces deux éléments représente 6 à 11% de réduction des coûts de l'électricité pour les industriels selon leur courbe de charge. Donc, si nous voulons soutenir l'industrie, il faut revoir la structure des tarifs elle-même.

CY: les consommateurs disent que le tarif est trop élevé, Eskom dit qu'il est trop bas pour refléter le coût réel du kWh et devrait augmenter de 30%.

AdR: c'est la question à R450 milliards de dette ! Nous disons qu'il faut que le tarif corresponde au coût réel de production. Dans l'IRP2019, ce tarif devrait être d'environ R1,33/kWh, mais la moyenne actuelle est R1,02. Ce qui veut dire que nous avons une perte de revenu de R67 milliards/an. Ce n'est pas une donnée inventée par Eskom mais qui figure dans l'IRP approuvé par le gouvernement. Et la méthode Nersa du MYPD n'est pas adaptée à la situation.

Un de nos problèmes qui pèse sur notre coût final est le service de la dette, R28 à R30 milliards/an. Le refinancement de la dette est donc devenu une question importante. Et nous devons aussi repenser le tarif en fonction de notre viabilité.

#### **Sur Medupi et Kusile**

A Medupi, les unités 6, 5, 4, 3 et 2 sont en opération commerciale et l'unité 1 est en cours de construction, avec 600 MW ajoutés au réseau. L'EAF s'améliore dans toutes les unités. Il reste de gros problèmes à régler (broyeur, chaudière), qui existent aussi à Kusile. Medupi 1 sera opérationnel en décembre 2020. A Kusile, l'unité 2 sera opérationnelle en juillet 2020, la 3 en septembre, la 4 en juin 2022, la 5 en juin 2023 et la 6 en décembre 2023. Soyons clairs : le design et la méthodologie de l'exécution du projet n'ont pas été à la hauteur, Eskom devant gérer centralement un ensemble d'interfaces compliquées.

Dans le 5ème entretien, Andre De Ruyter fait état de la reconversion possible des R42 milliards nécessaires à l'installation du système de désulphuration à Medupi, dont le coût de fonctionnement serait considérable (et avec un problème d'eau très compliqué à résoudre), montant qui pourrait être redéployé vers la reconversion d'une partie du parc de centrales à charbon.

#### **Sur la dette de Soweto**

La dette municipale totale sans Soweto atteint R28,3 milliards, celle de Soweto est de R19,6 milliards. Nous sommes décidés à régler ces problèmes, mais il existe de nombreuses difficultés constitutionnelles avec trois sphères de gouvernement distinctes et qui ne sont pas '3 tiers' de gouvernement : le ministère de la gouvernance coopérative ne peut pas ordonner à une municipalité

de payer Eskom. Mais l'appui du président a amélioré les choses à Soweto où le taux de paiement est passé de 12% à 25%. Il nous faut naviguer dans le monde des trois sphères.





